

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

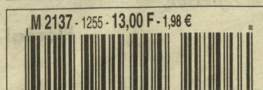
n° 1255
25 au 31 octobre 2001

13 F - 1,98 €
ISSN 0026-9433

Contre l'Union sacrée



- Ne soyons pas les complices de l'horreur de la guerre
- Semaine antimilitariste sur Radio libertaire
- Anarchisme et banditisme
- Lutte des sans-papiers à Lyon
- Non au tout-camion en Maurienne



Maudite soit la guerre !
inscription sur le monument aux morts de Gentioux.

Fop 2520

Résistance et information alternative

CHRONIQUES REBELLES : En tant que fondateur de Résistance et information alternative (FAIR), peux-tu nous dire ce qu'est FAIR, son fonctionnement, comment l'association est-elle financée et comment elle a évolué depuis sa création ?

– **Jeff Cohen :** FAIR est un groupe de progressistes fondé en 1986, destiné à la surveillance des médias. Son but est d'encourager le droit de réponse et la résistance aux médias. Comme le dit un de nos slogans : « Ne vous pliez pas devant les médias ». Nous enquêtons sur qui intervient à la télévision et avec quelle fréquence. Nous faisons de même avec les magazines à gros tirage comme *Newsweek* et *Time*, ainsi que les grands quotidiens comme le *New York Times* et le *Washington Post*. Nous publions ensuite les résultats de nos recherches dans *Extra*, notre magazine mensuel. Nous avons également une émission de radio : Counter Spin. Et vous pouvez retrouver tout cela sur notre site : www.fair.org

Nous envoyons tous les jours à environ 20 000 personnes des tracts par mail concernant les cas graves de manipulation de l'information. Depuis deux ans, avec Internet, nous pouvons mobiliser et initier des actions avec

Entretien avec Jeff Cohen

encore plus d'ampleur. Notre budget annuel est de l'ordre de 800 000 dollars. La moitié vient des abonnés et de leurs dons, environ 45 % de nos revenus viennent d'associations. Des artistes nous font parfois aussi bénéficier des recettes de leurs spectacles. Le plus gratifiant c'est que la plupart de nos fonds viennent de gens simples, de militant(e)s féministes, pacifistes, syndicalistes.

– **Combien de personnes participent au groupe ?**

– L'équipe de FAIR est composée de dix personnes. La moitié ont environ 26 ans, certains sont plus jeunes. Ils sont de la « génération Seattle ». Politiquement, nous sommes « progressistes », nous pensons – de manière très générale – que le gouvernement doit surtout servir l'intérêt public et non les intérêts privés. C'est une tradition politique dont les origines datent d'avant la Première Guerre mondiale, époque qui a été témoin de l'émergence des mouvements progressistes. Si on défend la diversité des informations et la liberté en matière de presse, on est naturellement progressiste. Au tout début de FAIR, nous avons regardé régulièrement une émission, « Nightline », et cela nous a permis de constater que 90 % des invités étaient des hommes et que des Blancs. Des éditorialistes ont alors appelé l'émission : « Whiteline ». La lutte contre la discrimination ethnique, de genre, de sexe, de classe et d'appartenance politique est la partie la plus importante de notre action militante. Tout cela a ses racines dans la tradition progressiste.

– **Est-ce que tu te considères comme un journaliste ou un militant ?**

– Je dirais que je suis les deux à la fois. Je suis journaliste depuis plusieurs décennies dans les médias alternatifs, ce qu'on appelle aujourd'hui les médias indépendants. Je suis militant depuis le mouvement contre la guerre au Vietnam et la lutte pour les droits civiques des années 60. FAIR publie un magazine, *Extra*, très respecté, qui revendique le pluralisme dans les médias, et chacun de nos reportages est soigneusement documenté. Personne ne mène des enquêtes sur la représentativité dans les médias, sur qui a la parole et qui ne l'a pas. Prenons, par exemple, les bombardements de la Serbie en 1999. Nous avons fourni des informations et des analyses sur la manière dont les événements étaient couverts : qui a dit quoi, quand et où. Dans nos colonnes, les lecteurs savaient toujours de quel organe de presse provenait l'information car le titre apparaissait en gras dans le texte. Nous sommes des journalistes recherchant une objectivité maximale, et nous militons en faisant pression sur les médias pour que ceux-ci se remettent en question. L'important, c'est de faire réfléchir. Il n'y a pas de contradiction entre un journalisme honnête et la mobilisation de la population. Les journalistes sont des travailleurs comme les autres ; l'ennemi, ce n'est pas eux, mais plutôt les grandes sociétés anonymes capitalistes qui contrôlent de plus en plus les médias. Durant les huit années du gouvernement de Clinton et de Gore, la concentration des médias, sous le contrôle des grands groupes, a dépassé de loin un phénomène similaire dans toutes les autres périodes de notre histoire. Nous voulons que les journalistes des grands médias prennent conscience de leur responsabilité sociale, et aussi attaquer le pouvoir qu'exercent quelques grands capitalistes sur l'information et la communication. C'est pourquoi l'une de nos principales fonctions est de soutenir les journalistes, censurés ou punis parce qu'ils ont fait correctement leur travail. Nous essayons de mobiliser le public pour soutenir ces journalistes et pour contester la suppression d'un reportage. Je suis donc un journaliste et un militant.

Suite en page 3

Vie du mouvement

Éditorial

QUAND LE SABRE lacère le goupillon, cela n'est jamais bon pour le commun des mortels, amené à le devenir de plus en plus rapidement. La population afghane, aux prises avec vingt-deux années de guerre dans l'indifférence la plus complète, voit débarquer le GI américain venu la libérer du totalitarisme taliban et rétablir la liberté (du commerce).

Bien entendu, la guerre s'accompagne de sa cohorte de mesures liberticides : accélération du plan Vigipirate, palpations corporelles, fouilles diverses, etc. Au largage exceptionnel de rations alimentaires au-dessus du sol afghan, répond l'incapacité des restos du cœur parisiens à offrir cet hiver un repas chaud devant l'afflux de nouveaux bénéficiaires. Aux trimards de retourner au charbon ordinaire, celui qui se subit sans prescription ni ordonnance, avec juste une pincée de fatalité. La guerre est immonde. La paix sans justice et liberté est une aberration. L'égalité économique et sociale est une denrée que nos apprentis maîtres du monde ne possèdent pas en rayons. Aujourd'hui ennemis, demain sans doute alliés, ils laissent béante la question du pouvoir, sans cesse contournée, niée et à laquelle il faudra bien répondre. En attendant, lorsqu'il s'agit de soumettre la population, l'État et les religions s'y entendent toujours pour verser du bromure dans la soupe populaire.

Souscription des lecteurs au Monde libertaire en juin, juillet, août

Juin : Gerritsen T. 50 F, Ricordeau M. 50 F, Max S. 40 F, Gérard P. E. 50 F, Lhourson M. 200 F, Taille 100 F, Augé S. Cr. 50 F, Dieu D. 150 F, Fayez O. 100 F, Gardet 100 F, Martin A. 100 F, Barrière C. 2 000 F, Nauveau P. 100 F, Graner 800 F, Tixier 1 000 F, Regard 50 F, Ronco 50 F, Alcaïbe 614 F, Martin 200 F, Jule 150 F.

Total : 5 954 F

Juillet et août : Max 30 F, Rezazoui 50 F, Gava 50 F, Archambault 50 F, Coedic J.-L. 100 F, Lhourson 200 F, Stephan D. 90 F, Daniellou I. 100 F, Le Dantec L. 150 F, Meina S. 500 F, Anonyme (77) 500 F, Rassamy E. 50 F, Garcia F. 50 F, Fayel O. 200 F, Niquevert 200 F, Gavel G. 150 F, Lesueur F. 50 F, Louvard C. 350 F, Elodie et Jacob 2 000 F, Freneaux E. 650 F, Darvey 50 F.

Total : 5 570 F

Total général : 11 524 F

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

lemonde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n°	☐ 45 F	☐ 70 F	☐ 60 F
3 mois 13 n°	☐ 105 F	☐ 170 F	☐ 140 F
6 mois 25 n°	☐ 195 F	☐ 310 F	☐ 250 F
1 an 45 n°	☐ 350 F	☐ 530 F	☐ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

ROUEN (76) : le groupe de Rouen de la FA appelle tous les résistants à la guerre à se rassembler chaque samedi à 15 h 30 place Saint-Sever à Rouen, BP 4202, 76723 Rouen cedex

Jusqu'au 17 novembre

CHAUMONT (52) : exposition autour de Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée en France : 1900-1930. Aux silos, Maison du livre et de l'affiche, 7-9, av. Foch (rens. : 03 25 03 86 81).

Jeudi 25 octobre

SAINT-ETIENNE (42) : le groupe Nestor-Makhno de la FA tiendra une permanence de 17 à 19 h, salle 15 bis à la bourse du travail, cours Victor-Hugo.

Vendredi 26 octobre

BESANÇON (25) : le groupe Pierre-Joseph-Proudhon de la FA organise une réunion publique à 20 h 30 sur le thème « Ni GTs, ni taliban! » avec la participation de Philippe Pelletier, à la librairie l'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

ROUEN (76) : meeting « Non à la guerre » à 20 h 30 salle de la Halle aux Toiles avec le groupe de Rouen de la FA et la participation de C. Guillon.

STRASBOURG (67) : festival antifasciste organisé par le comité universitaire de vigilance contre l'extrême droite, au Molodoï, rue du Ban-de-la-Roche, à partir de 19 heures avec Supple Lady Date (rock), Indica (reggae), les Jolis Roger (baloch punk), les Dahus (battue ska reggae fiesta), Wahid (raï) et Nyaman (reggae). Prix : 40 F.

TOULOUSE (31) : Comment construire l'unité des libertaires? Quels en sont les enjeux et perspectives aux niveaux local, hexagonal

et simple, de couvrir le surcoût lié à la fabrication, et surtout de ne pas vous pénaliser financièrement, nous avons décidé de porter le prix du *Monde libertaire* à 2 euros. Jusqu'à fin décembre, le *Monde libertaire* coûtera donc 13 F. Au premier janvier 2002, nous reverrons à la hausse le prix de notre abonnement. Une bonne occasion donc de s'abonner avant cette échéance et nous permettre ainsi de dégager les fonds nécessaires à la mise en place d'une deuxième couleur dans les mois à venir. Nous avons toujours pu compter sur votre fraternité dans le passé. Nous sommes convaincus de vous retrouver aujourd'hui avec nous.

Agenda

international? Avec la participation d'adhérents de la FA, de No pasaran, de la CNT, d'AL, de l'Imprimerie 34. Rendez-vous à 20 h au Clandé, 9, rue de Queven à Toulouse (à côté du Décathlon, boulevard d'Arcole). Infos : 06 16 11 85 79.

Samedi 27 octobre

DIJON (21) : à l'espace autogéré des Tanneries, 15-17, boulevard de Chicago, soirée discussion avec « l'université du temps libéré » de Toulouse. Tél. : 03 80 66 64 81.

PARIS (75) : action pour la gratuité des transports organisée par le Réseau pour l'abolition des transports payants, M° Châtelet, à 14 h.

PARIS (75) : forum de la librairie du Monde libertaire à 16 h 30, « Propos sur le corps » avec Marie-Claire Calmus.

Dimanche 28 octobre

PARIS (75) : concert de solidarité à des femmes inculpées (des militantes féministes et des inculpées de Gènes). Avec Harum Scarum (anarch@-punk, USA) et les Gigoïnces (hard-core féminin biscornu, Rouen). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M° Ruedes-Boulets. 17 h. 30 F.

Mardi 30 octobre

TOULON (83) : un rassemblement anti-guerre aura lieu à 18 h, place du Théâtre à Toulon avec le groupe Nada de la FA. c/o ACL BP 5137, 83093 Toulon cedex.

TOULOUSE (31) : René Riésel, un des initiateurs des actions anti-OGM passe devant la cour d'appel. Pour info., CNT-CTTE, téléphone/fax 04 66 45 99 83.

DIJON (21) : à l'espace autogéré des Tanneries, 15-17, bd de Chicago, concert de soutien au groupe féministe avec Harum Scarum (punk féminin USA) et la Meufia (Hip-Hop féminin de Strasbourg). Tél. : 03 80 66 64 81.

Mercredi 31 octobre

QUIMPER (29) : le groupe CRABES de la FA organise un débat sur la vidéo-surveillance qui se tiendra aux halles Saint-François à 20 h 30.

Vendredi 2 novembre

BESANÇON (25) : le groupe Pierre-Joseph-Proudhon de la FA organise une réunion débat avec G. Manfredonia à propos de son livre *L'anarchisme en Europe*, PUF à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, à 20 h 30.

LIMOGES (87) : salle John-Lennon, à 20 h., concert avec Brigada Flores Magon, Bolchoï (O! de Toulouse), Sons de Lucha (Street-Punk de Bordeaux), Ya Basta (skapunk de Paris). Entrée : 50 F. Tables de presse, expo photos.

Samedi 3 novembre

BORDEAUX (33) : table de presse au local Rastaquouère, rue de Tautzia et concert de Brigada Flores Magon (punk).

MARSEILLE (13) : « Aux origines du mouvement ouvrier aixois : Syndicalisme et Bourse du travail 1890-1914 », débat au CIRA, 3, rue Saint-Dominique, angle place des Capucins, 13001 Marseille, avec Thierry Mascol.

VILLEURBANNE (69) : (sam. et dim.), salon du chanvre, de l'écologie et des alternatives. Au CCO de Villeurbanne, rue Georges-Courte-line. Conférences, débats. Présence du CIRC. Rens. : 04 78 68 09 44.

À la petite semaine

Chacun sa messe

LORSQUE George Bush, ce fondamentaliste chrétien, annonça au lendemain des attentats du 11 septembre qu'une lutte sans merci commençait entre les forces du Bien et celles du Mal, tout ce que le monde militant compte d'anticapitalistes viscéraux s'est aussitôt gaussé de cette déclaration aux relents bibliques assez grotesques. Ces moqueries justifiées auraient toutefois plus de poids et de pertinence si, de son côté, la production écrite de l'extrême gauche et du syndicalisme révolutionnaire ne versait pas elle-même dans ce manichéisme prêt à l'emploi qu'aucun événement, qu'aucun bouleversement, qu'aucune observation actualisée de la géopolitique du monde ne réussira jamais à faire varier d'un pouce.

Licenciements chez Moulinex, grève des transports ou événements mondiaux actuels, l'impression de lire le sempiternel même tract, l'article mille fois répété, ignorant l'extrême complexité des situations et des comportements humains, domine désespérément. Toujours le Bien et le Mal, toujours le même sermon, la même messe.

À croire qu'ébloui par ses « succès » électoraux, le camp révolutionnaire, ou prétendu tel, n'a pour seule ambition que d'imiter Arlette, pitoyable guignole au poing levé, fossoyeur de la subtilité, de la nuance et de la finesse d'analyse, si nécessaires à notre réflexion.

Floréal

Suite de la page 1

— Est-ce que la situation aux États-Unis a changé depuis l'arrivée de Bush au pouvoir ?

Oui, son arrivée a provoqué des changements. Pourtant, la situation était déjà si mauvaise qu'elle ne pouvait pas se dégrader beaucoup plus. La politique la plus nocive — politique d'ailleurs soutenue par beaucoup de démocrates —, est la réduction massive des impôts. Bien évidemment, cette réduction profite principalement aux grandes fortunes. L'objectif est de continuer sur la lancée de Ronald Reagan, à savoir saigner les finances gouvernementales à un point tel que les programmes sociaux soient supprimés faute de moyens de financement. Le plan de Bush s'étend sur dix ans, et les plus grandes réductions interviendront dans les huitième et neuvième années. Malgré la modération relative de la campagne électorale de Bush — « conservatisme compatissant » —, son programme a déjà soulevé des oppositions, même chez les démocrates. Il a provoqué les écologistes avec son projet d'ouvrir l'accès des terres publiques aux sociétés pétrolières et de relancer le nucléaire. Le parti républicain — appelé traditionnellement le Grand Old Party — est le parti du gaz, des huiles et du plutonium. Sans oublier l'opposition au programme Starwars, le bouclier antimissile dans l'espace. Il y a une dynamique critique aux États-Unis. Lorsque le Parti démocrate est au pouvoir, il peut promouvoir les intérêts du capital sans engendrer beaucoup d'opposition. C'est pourquoi des démocrates, comme Clinton et Gore, sont très dangereux. Ils ont sauvegardé le projet Starwars pendant huit ans. Bush peut maintenant le réaliser. Pour l'environnement, Clinton et Gore n'ont rien fait pour rendre les automobiles plus efficaces et plus propres au niveau de la consommation du pétrole. Ils ont donné à l'industrie automobile tout ce qu'elle voulait. Bush et Cheney continuent les politiques en vigueur depuis huit ans. Un autre exemple important est le traité de libre échange nord-américain, ALENA. Ce traité a été accepté par le Congrès après l'élection de Clinton qui l'a soutenu. Sans l'élection de Clinton, beaucoup de démocrates du Congrès auraient voté différemment, et le projet aurait été rejeté. Si George Bush père avait été réélu en 1992, ce traité — qui a dans sa ligne de mire les travailleurs mexicains, canadiens et américains ainsi que l'environnement — ne serait pas passé. L'ALENA a largement contribué à une opposition liée au mouvement de Seattle. La genèse de ce mouvement date des années Clinton-Gore. Seattle a été une réaction contre la politique de mondialisation menée par Clinton. Ce mouvement est certainement le plus intéressant depuis trente ans.

Les étudiants qui se mobilisent en ce moment contre l'utilisation de la main d'œuvre à bon marché dans les pays du tiers monde : Les USAs (United Students Against Sweatshops). Acronyme de You SASS qui signifie en argot s'opposer verbalement à l'autorité. Dernièrement, les étudiants de l'université de Harvard ont occupé les bâtiments administratifs pour soutenir une grève des travailleurs les moins payés de l'université. L'arrivée de Bush au pouvoir a certainement accéléré ce mouvement. Après son élection, le mouvement de Seattle s'est allié aux démocrates pour une contre-manifestation, la plus importante depuis la contre-manifestation qui a suivi l'élection de Nixon en 1972.

— Quel est rapport entre le mouvement contre la mondialisation et la politique du gouvernement actuel ?

Ce qui a provoqué des interrogations parmi les jeunes, c'est le consensus des deux partis politiques par rapport à la mondialisation. Des différences existent sur le droit à l'avortement, sur la défense des droits des minorités, des homosexuels, mais sur la question du commerce international, aucune différence. Si Clinton n'avait pas préparé le terrain, George Bush ne pourrait mener cette politique de mondialisation. Le mouvement s'oppose aux deux principaux partis : les démocrates et les républicains. Notre système électoral est certainement le plus anti-démocratique de tous les pays occidentaux. Il y a bien quelques démocrates progressistes, mais il s'agit vraiment d'une minorité. Et, évidemment, ils n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour mener une campagne présidentielle. C'est pour cela que, pendant l'année 2000, les gens qui ont soutenu le mouvement de Seattle ont voté pour Ralph Nader et son programme écologiste. Mais Nader n'a pas eu accès aux débats de la campagne présidentielle. Or la majorité, non politisée, vote à partir de ces débats.

FAIR a créé une association, Open Debate, pour organiser des manifestations là où les débats se déroulaient. À l'université de Boston, je me souviens d'une jeune femme qui brandissait une pancarte disant : « Les élections US menacées. Envoyez des observateurs internationaux », référence à la pratique du gouvernement américain qui envoie des observateurs dans les pays du tiers monde pour légitimer des élections par avance truquées. Les protestations ont pris une telle ampleur que les grands médias ne pouvaient plus les ignorer, en dépit des consignes reçues à cet égard. Beaucoup des manifestants étaient des partisans de Gore. Le contact entre les supporters de Gore et la génération Seattle annonce une radicalisation du climat politique aux États-Unis. Les manipulations des votes en Floride

et les décisions partisans de la Cour suprême ont délégitimé les institutions, surtout pour les Noirs et les Latinos. Le droit de vote a été refusé à des milliers de Noirs car les autorités craignaient leur vote en faveur de Gore. Des sociétés privées ont dressé des listes de personnes condamnées par la justice pour exclure des votants (aux États-Unis, si vous avez été condamné pour un délit, mineur ou non, vous perdez votre droit de vote). Plus de 500 000 habitants étaient dans ce cas en Floride dont un grand nombre n'ayant jamais eu affaire à la justice. La conséquence est une remise en question de tout le système électoral et de son financement.

— FAIR a-t-il contribué à un changement dans le traitement de l'information ?

Vu la concentration accrue de l'industrie des communications, le déclin structurel des médias et la mainmise sur les médias par les grandes corporations depuis quinze ans, on ne peut pas dire que FAIR a eu un impact significatif sur les médias eux-mêmes. Cependant, nous avons soutenu des journalistes dans leur travail. Nous avons ainsi contribué à une relative prise de conscience. Avant l'existence de FAIR, la plupart des critiques disaient que les médias étaient trop à gauche. Cela semble peut-être ridicule en France de dire que les médias sont contre le capitalisme, mais la droite américaine a eu du succès avec cette propagande. FAIR a contre cette idée avec une analyse complètement différente : les médias sont eux-mêmes des industries faisant partie du grand capital. Je participe à un débat télévisé sur une chaîne de droite, une vision alternative est donc à présent acceptable, même marginale. Notre travail est bien perçu dans les milieux universitaires, féministes, écologistes, chez les Noirs, et tous ceux et celles qui veulent un changement.

Au cours de conférences à travers les États-Unis en 1986-1987, j'ai rencontré des militants et des activistes et je leur ai posé plusieurs questions : qui a déjà manifesté devant un bâtiment fédéral contre l'impérialisme des États-Unis, le militarisme ou la politique interventionniste US ? Toutes les mains se sont levées. À la question : combien parmi vous ont manifesté devant un poste de police contre le racisme et les brutalités policières ? Neuf mains sur dix se sont levées. Alors j'ai demandé : combien d'entre vous ont manifesté devant le siège d'un grand média privé

contre la censure ou le manque de débat ? Et là, personne n'a levé la main. Cela a changé depuis quinze ans, grâce à FAIR. Pendant la guerre du Golfe, nous avons manifesté contre la censure, le manque de débat et la propagande de guerre diffusée quotidiennement. Nous ne sommes pas allés à CNN pour revendiquer le droit à l'information, mais finalement CNN a couvert les manifestations. Amener les gens à voir l'enjeu politique derrière la stratégie des médias, c'est prouver que l'on peut résister à la propagande des médias avec les mêmes moyens que dans les luttes syndicales.

Nous rencontrons des groupes locaux dans tout le pays et nous leur apprenons comment prendre contact avec les journalistes de la presse à grand tirage, comment les amener à couvrir tel ou tel événement passé sous silence et, si cela ne marche pas, comment faire pression et mener des actions. Le cas de Gary Webb, journaliste d'investigation au *San José Mercury News*, est exemplaire. Dans un article, publié bien après la fin de la guérilla des Contras, il décrit les liens entre les Contras du Nicaragua et la CIA, leurs échanges d'armes contre de la cocaïne qui entraient aux États-Unis. L'article donnait les noms de responsables et démontrait que le trafic des Contras correspondait à l'arrivée du crack à Los Angeles et sur la côte Ouest. Cet article, grâce à Internet, a été une onde de choc dans le pays. Les syndicats étudiants noirs ont posé des questions : pourquoi les médias n'ont-ils jamais parlé de ce problème ? Pourquoi ce silence et pourquoi les médias nationaux n'ont-ils pas repris les informations données par Gary Webb ? Ce mouvement de protestation autour de l'enquête d'un journaliste (qui a par la suite quitté le journal), répondait aux actions de FAIR. Trois grands quotidiens, le *Los Angeles Times*, le *New York Times* et le *Washington Post*, firent paraître des articles cherchant à minimiser les révélations du journaliste, sans lui accorder de droit de réponse. FAIR, avec des groupes de la communauté noire, a initié des manifestations devant le siège des journaux. Ce fut le *snow job*, la poudre aux yeux. Avec des loueurs de canons à neige de Hollywood, nous avons balancé de la neige par une température de 18° devant le *Los Angeles Times*. Cela a fait sensation et les journaux à gros tirage ont relaté l'événement en critiquant le *Los Angeles Times*. La communauté noire

s'est alors posé des questions sur la guerre de la drogue. Les Noirs et les Latinos remplissent les prisons alors que la CIA est mouillée dans le trafic de la drogue pour financer les groupes armés contre-révolutionnaires en Amérique centrale. La mobilisation de la communauté noire s'est faite contre un gouvernement qui jouait le rôle de dealer en important de la drogue et a aidé l'émergence d'un grand mouvement, lié au mouvement de Seattle.

Aux luttes contre la mondialisation, la monoculture, l'agriculture intensive, les privatisations, l'utilisation de la main-d'œuvre à bon marché dans les pays du tiers monde, s'ajoutent celles contre la peine de mort et l'incarcération. Le complexe industriel de l'incarcération est florissant aux États-Unis. Des boîtes privées tirent profit de l'incarcération, plus ils emprisonnent, meilleur est leur chiffre d'affaires ! L'augmentation de la population carcérale sous Clinton et Gore a été l'une des plus importantes de toute notre histoire. Elle a quasiment doublé en huit ans ! Le racisme du système est évident : la plupart des consommateurs de drogue aux États-Unis sont blancs, et la majorité des vendeurs aussi, mais ceux qui remplissent les prisons pour consommation, vente ou trafic de drogue sont en majorité des Noirs et des Latinos. Si Georges Bush a consommé de la cocaïne dans les années 70 comme beaucoup d'autres privilégiés, il n'a rien à craindre du système de justice ! La lutte contre le système criminel de l'injustice rejoint la lutte contre la mondialisation et, dans les dernières manifestations, les protestataires contre la mondialisation et contre l'injustice de classe et de race s'y retrouvent dans des proportions égales. Les luttes contre l'injustice criminelle et raciste, pour l'abolition de la peine de mort sont cruciales.

— À propos de la peine de mort et de la lutte contre la peine de mort aux États-Unis, est-ce qu'il y a une mobilisation dans les médias pour Leonard Peltier et Mumia Abu Jamal ?

Dans tout ce mouvement contre la justice à deux vitesses, le symbole le plus criant du système de justice arbitraire est certainement Mumia Abu Jamal, journaliste de radio de Philadelphie. Mumia est soutenu par un très grand mouvement. FAIR a, pendant des années, dénoncé les mensonges publiés par les journaux sur son cas. La presse à gros tirage a toujours voulu légitimer les malversations de la justice : « La procédure n'a pas été parfaite, mais pas aussi mauvaise que ça... ». Mais il ne s'agit pas de militer seulement contre le procès truqué de Mumia, l'essentiel c'est l'abolition de la peine de mort.

Leonard Peltier est une figure emblématique, et le mouvement pour sa libération dure depuis des décennies. Ce cas est la preuve même des manigances des nouveaux démocrates. Depuis des années, les artistes de Hollywood exercent une pression sur le gouvernement pour sa libération. Une journée nationale a été organisée sur Internet pour demander sa libération. Une campagne massive et très active a été menée auprès de Clinton qui a gracié des escrocs internationaux, des trafiquants d'armes auprès des pires régimes, dont Marc Rich, le financier international soutenu par l'État d'Israël, et deux trafiquants de drogue, mais Leonard Peltier, innocent et emprisonné depuis des décennies, est resté derrière les barreaux. La corruption est, à un haut niveau, telle chez les nouveaux démocrates que cela ouvre les yeux, en particulier ceux des jeunes. Aux États-Unis, républicains ou démocrates, c'est comme Coca et Pepsi, c'est pareil.

Mais depuis que Bush est au pouvoir, les démocrates font à nouveau figure de défenseurs des droits, et cela crée de la confusion. Pourtant si l'on observe le passé récent, on constate que les démocrates sont, dans l'opposition, brillants en rhétorique, mais qu'ils ne font pas grand-chose. Ils auraient pu empêcher la nomination par Bush de l'actuel ministre de la Justice. Ashcroft est l'un des membres du gouvernement les plus à droite dans l'histoire récente des États-Unis. FAIR et d'autres groupes ont enquêté sur lui : il a soutenu un magazine d'extrême droite et est lié aux groupes extrémistes contre l'avortement et aux groupes racistes. Il est cependant devenu ministre de la Justice.

Nous entrons dans une période intéressante, mais j'espère que les jeunes ne vont pas se décourager. Certains militent depuis Seattle, certains étaient déjà actifs dans les luttes contre l'utilisation de la main-d'œuvre à bon marché dans le tiers monde. Les étudiant(e)s ont pris conscience que l'université était complice du système d'exploitation. Le syndicalisme décline aux États-Unis et les syndicats font appel à ces jeunes très mobilisés qui connaissent le terrain. Au sein des syndicats, ils ont une autre approche des problèmes et des méthodes d'organisation. Non seulement cela peut radicaliser la lutte syndicale, mais cela peut aussi permettre la continuation des mouvements de protestation en dehors des syndicats. Il est intéressant de voir comment la génération Seattle sera capable de continuer son action dans les années à venir.

« Chroniques rebelles » de Radio libertaire



Questions à Faut réagir !

L'ÉMISSION « Pas de quartier » a rencontré lors des dernières manifestations contre la guerre, le collectif qui a été à l'origine des premiers rassemblements et de la manifestation du 6 octobre. Qui sont ces militant(e)s ?

Une militante : Faut réagir ! n'existe pas en tant que tel, c'est l'agglomération à un moment donné d'individus de tous horizons sur un objectif de courte durée. À Gênes, nous nous appelions le collectif sans-Gènes. Nous sommes issus de la mouvance libertaire, d'extrême gauche et de gauche. Aujourd'hui, nous sommes ouverts à tous ceux qui veulent lutter contre les logiques de guerre, contre le terrorisme d'où qu'il vienne. Les Américains se réveillent, mais ils ne sont pas les seuls victimes d'actes de guerre (Algérie, Irak, etc.).

Sophiane : au départ nous étions cinq. Nous voulions réagir à la fois contre le terrorisme et contre la logique de guerre qui se développait de la part des gouvernements des pays riches. Rapidement, nous voulions une protestation publique. Après plusieurs tentatives infructueuses, la préfecture de police a autorisé le rassemblement du 22 septembre au Trocadéro. Cette première apparition nous a permis d'élargir le cercle et de préparer la manifestation d'aujourd'hui (samedi 6 octobre).

- Vous êtes victimes d'un black out des médias officiels, pourquoi ?

Un militant : le fait d'être un collectif et pas une organisation reconnue a dû jouer. Ils ne nous ont pas cru capable d'organiser et de fédérer autant de gens. Deuxièmement, nous ne voulions pas attendre que les pseudos grandes orgas en finissent avec leurs négociations. Donc, il s'agit aussi d'un boycott délibéré des « partis ». Moi, je suis aux JC (Jeunesses communistes), il a fallu que je désobéisse au PC pour organiser la manifestation. D'autres sont venus (la LCR, ligue communiste révolutionnaire, le DAL, droit au logement) très tard et uniquement parce qu'ils ne voulaient pas nous laisser l'initiative de cette manifestation.

Thierry : je ne fais pas partie directement du collectif « Faut réagir ». Nous sommes des « artistes », c'est à dire que nous intervenons en soutien à des manifestations en mêlant de manière délibérée le festif, l'art et le message politique. Nos mots, nos images et nos objets sont au service des luttes contre l'oppression.

- Pourquoi ?

Une militante : parce que nous considérons qu'après Gênes et New York nous ne « gagnerons » pas au jeu de la violence, parce que la démocratie est un paravent derrière lequel se retranche le libéralisme, parce que l'information est frelatée, parce que – bien qu'artistes – nous vivons comme le reste de la population, au cœur de la « machine ». D'ailleurs, le slogan de la manif est clair : « Contre un monde en guerre, un monde meilleur est possible ».

Nous ne sommes pas « anti-américains » mais anticapitalistes. Tous les Américains ne sont pas capitalistes et inversement.

Pour prendre contact avec nous :
artistes@altern.org ; faut-reagir@caranmail.com

groupe libertaire Louise-Michel

FA, Paris 18^e

Barcelone

Arrêtons la guerre !

D'EVANT le récent attentat contre les États-Unis et les conséquences qui peuvent en découler, les personnes et entités réunies autour de la *Plate-forme contre la guerre* déclarent :

– Nous exprimons notre condamnation de l'attentat terroriste et notre solidarité avec les victimes innocentes de toutes les formes de violence.

– Nous condamnons aussi toute action militaire que voudraient tenter les USA et l'OTAN contre des pays tiers. Nous considérons que cet acte ne pourrait qu'amener une échelle de violence au niveau international, générant encore plus de victimes innocentes dans la population civile.

– Nous rejetons et condamnons les politiques et les actes racistes contre le monde musulman qui sont en train de découler de la chasse aux sorcières dont les origines sont liées aux attentats.

– Nous exigeons du gouvernement espagnol et catalan la non-intervention dans le conflit, la non-collaboration avec les USA en matière militaire et la non-implication de l'État espagnol dans les possibles actions de l'OTAN.

– Nous exigeons des solutions politiques et non violentes qui respectent les droits de TOUTES les personnes et qui se basent sur des principes de paix, de démocratie et de justice.



**Plateforma
Aturem la
Guerra
Barcelona**

Gentioux

Réhabilitation des opposants à la guerre d'Algérie

IL N'Y A PAS de hasard ! Cette région du sud de la Creuse est décidément antimilitariste. En effet, près de Gentioux [où se trouve un monument aux morts sur lequel on peut lire : « Maudite soit la guerre ! », à La Villedieu, un comité de réhabilitation s'est constitué pour dénoncer la guerre d'Algérie.

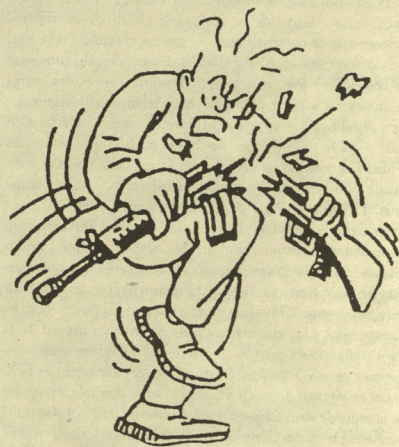
Explications : à la suite de la présentation de leur vidéo documentaire *Guerre et Bâillon* sur les événements liés à la guerre d'Algérie, qui se sont déroulés en 1956 à La Villedieu (blocage d'un convoi de rappelés) : les élèves de l'atelier-cinéma Marcel Pagnol de Limoges ont reçu de nombreux témoignages sur cette période noire et trop longtemps occultée de notre histoire.

À l'initiative d'une enseignante cénétiste et sur proposition de Daniel Mermet qui a consacré trois émissions de *La-bas si j'y suis* à ces événements, un comité de réhabilitation pour René Romanet, Fanton et Meunier, condamnés pour l'exemple, s'est donc formé le 6 octobre 2001, à La Villedieu, avec pour présidente d'honneur l'épouse du général de Bollardière [qui fit un refus d'obéissance durant cette guerre].

Après l'inauguration d'une place René-Romanet, un repas festif était organisé à Gentioux. Le comité de réhabilitation

entend bien dénoncer la guerre coloniale d'Algérie et la totale responsabilité de l'État français. Au cours de cette journée, la FA de la Creuse a pu rappeler également la condamnation récente et inique d'un jeune antifasciste à Guéret à 20 000 F d'amende et deux mois de prison avec sursis suite à une bousculade lors de la venue de Mégrét.

Nous ne pouvons ne pas penser à la censure des *Égorés*, livre de Benoît Rey ; les condamnés pour l'exemple de La Villedieu,



la répression des militant(e)s politiques, c'est la continuité de l'Histoire...

À noter que *Guerre et Bâillon* sera au festival du film antimilitariste organisé par la FA à Paris.

Rendez-vous le 11 novembre à Gentioux, à 11 heures, autour du monument. Casse-croûte partagé et débats à la salle polyvalente ensuite.

Alayn Dropsy
FA, Creuse

Madrid

Pour la paix ! Non à la guerre !

1. Les terribles et lamentables attentats qui ont eu lieu aux États-Unis ont occasionné des milliers de victimes et d'innombrables souffrances dans la population. Ils ont eu un impact médiatique mondial qui n'a pas d'équivalence avec les tragédies provoquées au cours de notre histoire récente par ceux qui aujourd'hui ont été frappés. Nous voulons regretter également la souffrance à laquelle sont soumises des millions de personnes, souffrances oubliées de manière intéressée par les moyens de communication de masse.

2. Les événements du 11 septembre 2001, n'impliquent en aucune façon un choc entre les civilisations occidentale et islamique, ni ne peuvent s'interpréter sans tenir compte de la politique interventionniste et belliciste que l'impérialisme a développé durant des décennies contre les peuples. La criminalisation instrumentalisée contre les peuples arabes, en particulier la Palestine, l'Irak et aujourd'hui l'Afghanistan, est inacceptable. Dans ce pays, la défense des droits des femmes et d'autres secteurs sociaux afghans brutalisés par le gouvernement taliban, ne seront pas résolus par une intervention armée.

3. Nous condamnons l'escalade belliciste que les États-Unis impulsent, avec la complicité de l'ensemble de l'Union européenne et de nombreux gouvernements. Nous dénonçons la servilité du gouvernement espagnol soutenu par le Parti socialiste (PSOE). Nous dénonçons la non-application des conditions exprimées au cours du référendum pour l'entrée de l'État espagnol dans l'OTAN (non-appartenance à la structure militaire, pas de transit d'armement nucléaire sur le territoire et démantèlement progressif des bases de l'OTAN). Nous exigeons que l'on n'utilise pas le territoire espagnol afin de faciliter un quelconque type d'appui et que l'on n'envoie pas de soldats à la guerre.

4. Il est nécessaire de rompre la logique militariste qui est basée sur les menaces d'ennemis hypothétiques pour justifier la violence

dans ses différentes manifestations. La paix est l'aspiration légitime de tous les peuples, et sa garantie réside dans le respect rigoureux des droits humains, aujourd'hui massivement menacés par le capitalisme.

5. Nous voulons manifester notre solidarité avec les réfugiés, spécialement avec les femmes et les enfants, qui subissent une discrimination séculaire dans le drame de la guerre. Une attaque militaire aggraverait extrêmement une situation déjà dramatique en ces moments.

6. Nous rejetons le rôle des moyens de communication qui valorisent les discours et sentiments racistes et xénophobes. Nous autres, nous manifestons en faveur du dialogue, de l'égalité et de la solidarité entre les peuples.

7. Il est nécessaire de lutter pour une citoyenneté universelle, comme un principe de base pour avoir une vie digne, où chaque peuple ou culture, puisse décider librement comment développer une existence humaine juste, en relation avec les autres, une existence écologiquement soutenable et qui perdure largement.

8. Le militarisme, comme moyen d'aborder les conflits ne génère pas seulement d'immenses pertes humaines, mais justifie en plus d'énormes dépenses au détriment de nécessités sociales évidentes. Pour tout cela, il est indispensable de renforcer la résistance contre la globalisation économique et contre les dynamiques d'agression, de guerre sale et de militarisme que ladite globalisation amène. Nous rejetons tout type d'intervention militaire ainsi que les moyens de répression des libertés et des droits civils qui se réduisent sous l'effet de ce conflit.

9. Parce que nous ne sommes pas neutres ou indifférents, nous nous engageons pour la paix, la justice et les droits humains. Nous lançons un appel urgent pour la paix et contre la guerre capitaliste globale.

10. Avec tous et toutes, arrêtons les guerres. Un autre monde est possible. OTAN non, bases de l'OTAN hors d'Espagne.

Plateforma Paremós la Guerra
Madrid

Ne soyons pas les complices de l'horreur de la guerre !

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE condamne unanimement les exactions guerrières faites sur le territoire afghan et dont les premiers(ères) à souffrir vont être les exploités du monde capitaliste comme pour les attentats du 11 septembre 2001. Comme anarchistes, nous sommes opposés au terrorisme sous toutes ses formes et ne faisons pas de distinction entre la terreur utilisée par des extrémistes religieux de toutes confessions, et celle des exploités capitalistes ou des États, qui vise à étendre leur pouvoir et leur domination ou à asseoir leur politique impérialiste par tous les moyens qu'ils jugent nécessaire.

Nous condamnons, aussi, le rôle qu'a joué et que joue la presse dans la préparation de l'opinion publique à ce qui se passe maintenant.

Nous rappelons que si Ossama Ben Laden est là où il est, c'est qu'à l'époque de la guerre froide pour déstabiliser la Russie, les États-Unis avait formé cet homme grâce à leurs propres services secrets pour mener une lutte contre le communisme.

Pour nous, le prétexte sur lequel s'est appuyé cette guerre du « bien contre le mal » est religieux et le fond véritable est géopolitique comme toujours. D'une part, ce n'est pas innocent si Bush Jr a parlé de croisade et si Ben Laden parle de djihad ; les notions relatives au bien et au mal sont directement issues de ces conceptions religieuses, chacun déclarant, au nom de Dieu qu'il est dans la légitimité. D'autre part, l'Afghanistan est depuis tout temps un « carrefour » entre les différentes civilisations ; ce qui en fait un enjeu économique certain pour des projets industriels comme par exemple, les oléoducs venant d'Asie centrale.

Le contexte de guerre étant mis en place, nous nous inquiétons du sort des libertés individuelles d'opinions, de communication, de manifestation, de la poussée du nationalisme étatique qui se profile dans tous les pays et de la montée du racisme dans le monde entier.

Enfin, nous appelons à la solidarité envers les victimes de cette guerre que ce soit sur le sol américain ou afghan, et à manifester pour refuser la guerre, la dictature des gendarmes du monde, les intégristes de tous bords.

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes !

Fédération anarchiste

145, rue Amelot, 75011 Paris

Site web, page anti-guerre : <http://federation-anarchiste.org/guerre/index.html>

Contact : relations-internationales@federation-anarchiste.org

le 17 octobre 1961

ILYA quarante ans, le 17 octobre 1961, à l'époque de la révolution nationale algérienne, alors que le libérateur de la France, Charles De Gaulle, avait placé comme préfet de police, un criminel de guerre, Maurice Papon, la police parisienne se comporta en horde sanguinaire, massacrant plusieurs centaines de manifestants pacifiques pour la seule raison qu'ils étaient algériens. A l'époque, Maurice Papon reçut les félicitations du président de la république pour sa bonne maîtrise de la situation. Depuis, ce crime contre l'humanité a été nié par les « autorités » françaises qui ne reconnaissent au mieux qu'une dizaine de victimes. Aujourd'hui, 40 ans après, alors que les criminels, pour la plupart, ne sont

plus dans la vie active, une plaque commémorative a été placée ; mais des syndicats de police, soutenus par certains « hommes » politiques et leaders d'opinions, ont exprimé leur désapprobation de l'exhumation de ce terrible épisode de l'histoire de France, et ont même réussi à obtenir l'interdiction de manifestations pour commémorer ces crimes. Tant que la police française ne reconnaît pas les exactions qu'elle a commises à l'occasion de la « pacification » de l'Algérie, il paraît inéluctable que de tels événements se reproduiront et que les forces de police continueront à faire régner l'ordre par la terreur.

Christophe

groupe libertaire Louise-Michel

Semaine antimilitariste sur Radio libertaire pour objecter ensemble à l'« esprit de défense »

Coordonnée par l'émission Si vis pacem (Union pacifiste). Tous les jours de 19 heures à 21 heures.

Samedi 3 novembre : livres, débats et films (au cinéma la Clef) pour le festival antimilitariste du 11 novembre.

Dimanche 4 novembre : de la non-réhabilitation des déserteurs comme preuve de l'inexistence de Dieu. Invité pressenti : le groupe de libres penseurs André-Lopulot-Commune-de-Paris.

Lundi 5 novembre : le rôle des libertaires dans l'histoire de l'antimilitarisme. Invité pressenti Michel Auvray, historien, auteur de *l'Âge des casernes*.

Mardi 6 novembre : la littérature antimilitariste à travers les écrivains et journaux des associations refusant toute guerre. Invité pressenti Thierry Maricourt, écrivain insoumis.

Mercredi 7 novembre : les femmes face à l'armée (témoignages sur des insoumises, de Louise Michel à

Francisca Martínez). Avec Nelly, Nora et leurs amies.

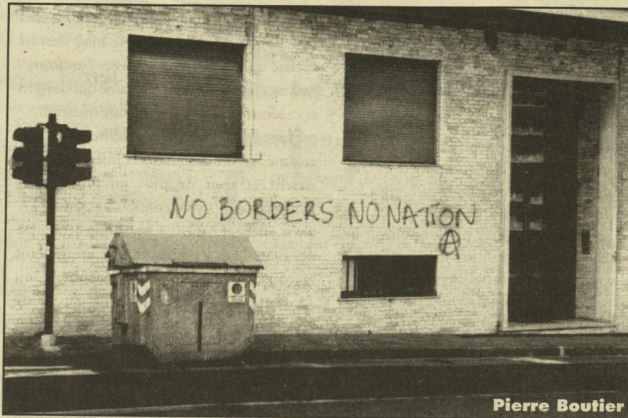
Judi 8 novembre : manifester pour les mutins le dimanche 11 novembre, c'est résister aux machismes poilus, aux violences armées, aux fascismes en uniforme.

Vendredi 9 novembre : avec le refus de tuer, l'antimilitarisme représente le premier de tous les droits de l'homme. Invité pressenti Maurice Montet, vice-président du bureau européen de l'objection de conscience.

Samedi 10 novembre : n'achetez pas d'armes, faites des actions antimilitaristes en luttant contre l'« esprit de défense » ! Fermons Eurosatoy, salon du prêt à tuer, en direct du festival antimilitariste de Paris.

Avoir vingt ans sur 89,4

c'est avoir l'âge de la plus rebelle des radios !



Pierre Boutier

Communiqué de la Ligue des droits de l'homme

« Libertés immuables »

LA LDH a pris connaissance du détail des projets annoncés par le Premier ministre et déposés sur le bureau du Sénat. L'analyse des mesures gouvernementales destinées à « lutter contre le terrorisme » confirme les inquiétudes que l'on pouvait avoir en écoutant le discours du Premier ministre.

Contrairement aux affirmations de ce dernier, les actes de terrorisme ne sont pas seuls visés mais aussi le trafic de stupéfiants et d'armes, les nouvelles technologies étant définies comme moyens de ces différentes infractions. Ceci vient confirmer qu'au nom de la lutte contre le terrorisme, ce sont les pouvoirs généraux des forces de l'ordre qui sont renforcés.

Ce ne sont pas seulement les coffres des véhicules qui sont susceptibles d'être contrôlés mais l'ensemble du contenu de tous les véhicules d'un même quartier ou d'un même département, en circulation ou en stationnement, et ce, même en l'absence de tous témoins et du propriétaire du véhicule.

Tous les domiciles pourront être perquisitionnés, même en l'absence de tout délit, sur autorisation du juge des libertés qui n'aura connaissance que des dires de la police, et l'interdiction des perquisitions de nuit ne concernera pas les bureaux.

De simples agents de sociétés privées seront habilités à procéder à une « palpation de sécurité » des passagers des aéroports, des ports et même dans la rue, ce qui signifie une impensable privatisation des pouvoirs de contrôle de la police.

Enfin, et sans que cela soit limité au cas de terrorisme, de trafic de stupéfiants ou d'armes, les données permettant d'identifier l'auteur et le destinataire d'une communication devront être conservées durant un an. De la même manière, les auteurs de logiciel de cryptage seront tenus d'en fournir les clés

aux forces de l'ordre et d'apporter leurs concours à la mise en œuvre de ces logiciels.

Certes, plusieurs de ces mesures sont soumises au contrôle du parquet ou du juge. Mais ces garanties ne doivent pas faire illusion. Les magistrats du parquet ne contrôleront pas plus la fouille des véhicules qu'ils ne contrôlent aujourd'hui efficacement les gardes à vue, et le juge des libertés, quelle que soit sa rigueur, n'aura pour prendre ses décisions qu'un dossier de police. Quant au caractère temporaire de ces mesures, il suffit d'entendre l'opposition actuelle et une partie de la majorité pour savoir ce qu'il en sera réellement.

Les logiques à l'œuvre sont lourdes de conséquences : elles permettront, notamment dans les quartiers difficiles, des interventions plus massives des forces de l'ordre et renforceront, dans un contexte où, trop souvent, l'origine détermine le contrôle, le sentiment que la loi est elle-même source de discrimination et d'arbitraire.

Au total, le gouvernement s'engage dans une voie où la liberté d'aller et venir, l'inviolabilité du domicile et le secret des correspondances font l'objet de restrictions importantes et pour des causes beaucoup plus étendues que le seul terrorisme. En fait, c'est d'un accroissement général du contrôle social qu'il s'agit dont le terrorisme n'est qu'un prétexte.

La LDH appelle le gouvernement à revenir à la raison : la France n'est pas en guerre et la lutte contre le terrorisme ne nécessite nullement de recourir à cette législation d'exception. Les parlementaires doivent refuser de prêter leur concours à des projets qui mettent en péril les libertés et risquent de porter atteinte gravement à la cohésion sociale de notre pays.

Paris, le 11 octobre 2001

La misère du monde

Argentine la crise en chiffres

- 53 % du PIB argentin va au paiement de la dette extérieure.
- 10 % de la population du pays possède 37,2 % du revenu.
- 40 % des Argentins les plus pauvres accèdent à 15 % de la richesse nationale.
- 2 millions d'habitants vivent avec un dollar par jour.

- 45 % des familles sont au-dessous du seuil de pauvreté.
- Plus de 15,5 millions de personnes vivent dans la misère.
- Il y a plus de deux millions de chômeurs.
- Le nombre des personnes sous-occupées est de deux millions.
- 36,4 % des chômeurs ont un haut niveau d'instruction.
- 90 % des travailleurs gagnent moins que l'an passé.

- 15 % des jeunes n'ont pas de travail et ne suivent pas d'études.
- La dette extérieure est d'environ 160 milliards.
- En 2004, elle s'élèvera à 220 milliards, etc.
- Voilà des gens à qui on devrait parler plus souvent de « mondialisation heureuse », ça leur remonterait sûrement le moral.

Source www.piketes.com.ar

Dans le monde

États-Unis

MIS À PART le nombre incroyable de drapeaux américains qui flottent sur les voitures, les maisons, devant le siège des entreprises ou à l'enseigne des commerces, le climat d'anxiété et d'angoisse ici n'a jamais été aussi fort, aussi loin que je remonte dans mes souvenirs. La crise est largement exploitée par un pouvoir qui cherche depuis longtemps à favoriser l'armée, les services secrets, la police pour accroître la surveillance de la population et des étrangers au détriment des programmes sociaux.

La loi antiterroriste qui met en place de nouveaux pouvoirs en matière d'espionnage domestique et d'arrestations est passée au Sénat avec une seule voix contre, celle de Russ Feingold, sénateur du Wisconsin, dont le bureau a été contaminé par la maladie du charbon. Malgré l'opposition au sein de la Chambre des députés – la coalition de droite (style National Rifle Association) se méfie de la police fédérale et du FBI – la loi est passée.

Les principaux médias se sont alignés sur les positions de la Maison Blanche. Les rares fois où les médias ont fait allusion aux victimes civiles des bombardements en Afghanistan, la crédibilité des sources a été mise en avant. Les dissidents sont assimilés à des traîtres. Les chaînes de télévision sont sous la coupe de la Maison Blanche pour la décision de passer ou non les enregistrements de Ben

Laden. Le présentateur et rédacteur en chef de CBS, Dan Rather, a dès le mois dernier déclaré qu'il était prêt à endosser l'uniforme. Avis aux journalistes de la chaîne qui doivent se conformer et se poser aucune question.

En revanche, les sites Internet consacrés aux médias indépendants et libertaires fleurissent et sont de plus en plus visités (www.fair.org // www.commondreams.org // www.alternet.org). La politique étrangère des États-Unis y est dénoncée comme étant la cause principale des événements du 11 septembre. À commencer par l'aide États-Unienne aux moujahidins dans les années 80, pendant la guerre. De même l'embargo et les bombardements en Irak montrent l'échec politique dont les victimes sont les civils et non le régime de Saddam Hussein. Le soutien à l'État d'Israël, et à l'occupation des territoires palestiniens, est aussi critiqué.

Le cri d'alarme de la gauche – très marginalisée dans cette marée d'agitateurs chauvins de drapeaux – est que cette lutte sera totalement inefficace contre ce type de terrorisme, sans débat démocratique et sans contrôle de la politique étrangère. Abandonnée aux seuls gouvernants, la politique étrangère est un danger pour toute la population des États-Unis.

Jeff Cohen

17 octobre 2001 (Chroniques rebelles)

Pologne

IL Y A AURA une rencontre de la FA polonaise à Wrocław du 1^{er} au 4 novembre. Les deux premiers jours seront consacrés à des discussions internes, d'autres rencontres auront lieu avec d'autres groupes le 3 et 4 novembre. J'ai entendu dire que des personnes de Wrocław ont invité des camarades de la CSAF (FAs tchèque et slovaque) à Nahod, nous invitons tous ceux et celles de République tchèque et de Slovaquie qui voudraient avoir des contacts avec la FA et discuter de choses comme l'extension de l'Union européenne et d'autres thèmes communs.

Zaczek

Tęgo nie znajdziesz w żadnym sklepie!

[<http://oferty.onet.pl>]

Source : Alter-EE mailing list



Russie

LE 10 OCTOBRE des syndicats russes, dont la Confédération sibérienne du travail ont commencé une action contre la nouvelle législation du travail attaquant le statut des travailleurs et travailleuses de nuit. L'initiateur de cette tentative de ratification de cette loi est le gouvernement russe. Il y aura des piquets de grève, de courts arrêts de travail dans les villes de Sibérie.

La forme la plus radicale sera choisie par les aiguilleurs du ciel. Le syndicat des Aiguilleurs du ciel d'Omsk, membre de la SKT, commencera une grève de la faim sur leur lieu de travail. Des actions similaires seront prises par les aiguilleurs du ciel d'autres villes en Russie. Les autorités officielles de l'État refusent d'augmenter leur salaire depuis 1998. C'est leur seconde demande. Pourquoi ont-ils choisi la grève de la faim? Le fait est qu'officiellement la

grève est interdite aux aiguilleurs du ciel. Travaillant pendant leur grève de la faim, ils ne seront pas autorisés à travailler par les docteurs pendant deux ou trois jours et ainsi, le trafic aérien en Russie sera arrêté. Avant, les aiguilleurs du ciel ont déjà mis en place de telles actions. Le procureur d'Omsk avait saisi la cour et accuse les leaders syndicaux, mais les aiguilleurs du ciel avaient gagné ce procès. Un soutien à la demande des aiguilleurs du ciel est demandé aussi de la part des organisations étrangères et internationales.

Leur protestation s'accompagne depuis peu de revendications contre la guerre (n.d.t.). (Traduit par Nicolas des Relations internationales).

Envoyer vos lettres de soutien à
Fax 7(3812)16-41-15
E-mail : postmaster@zsa.omsk.sualc

Vasily Starostin
www.skt.omsktown.ru

Colombie

LE 28 SEPTEMBRE en Colombie, coordination continentale et répression locale. À l'occasion des 29 et 30 septembre où se tenait à Washington une réunion de la BM et du FMI, le collectif Banderas negros (Drapeaux noirs) de Colombie tentait d'organiser une mobilisation continentale des libertaires. L'objectif était bien sûr de coordonner les efforts libertaires afin de prendre place dans l'ensemble des mobilisations contre les affameurs de la planète. Il s'agissait surtout d'organiser une forme de résistance, d'action et de dénonciation du paiement de trop forts impôts, des maux infligés à l'environnement, des privilèges accordés aux multinationales, du manque de contrôle direct de la part des citoyens desdits organismes, l'imposition de gouvernements économiques, la privatisation des services

publics et aussi contre l'ALCA (Accord de libre commerce des Amériques), comme mécanisme à travers lequel s'appliquent ces politiques dans toute l'Amérique latine. Parallèlement à la proposition envoyée aux libertaires de leur continent, Banderas negros participa à l'organisation d'un rassemblement devant un bâtiment de la Banque mondiale à Bogota. Alors que la protestation se déroulait dans le calme, la police intervint procédant à vingt-trois arrestations. Grâce à l'intervention du collectif d'avocats Alvear Restrepo, les vingt-trois détenus furent remis en liberté sans être inquiétés. Respectueux de la « biodiversité de la résistance », les libertaires colombiens auront tenté d'articuler intervention locale et coordination continentale des anarchistes. Malgré les difficultés, ils n'en resteront pas à cette première tentative.

Relations internationales.

Argentine : los Piqueteros

LE FMI a réussi à faire adopter le 30 juillet par le sénat argentin un nouveau plan d'austérité destiné à limiter les dépenses publiques vers un « déficit zéro » à la fin 2001. Alors que la dette extérieure s'accroît sans cesse, la misère pousse les Argentins à s'expatrier. Le 19 juillet, une grève générale d'un million et demi de personnes paralysait le pays. Mais d'autres encore inventent de nouvelles formes de lutte sociale, à l'écart des centrales syndicales.

De la même manière qu'on dit que la nécessité crée l'organisme, la misère qui accule beaucoup de familles argentines à dériver en une forme de protestation que l'on connaît maintenant sous le nom de « piquetes ». Il s'agit de collectifs de personnes, de familles, d'exclus, qui sont las de supporter le poids de la politique globalisante et se sont organisés en piquets, en bloquant les principales artères d'Argentine. Les barrages en sont arrivés à durer plusieurs jours et y participent des familles entières, des sans-emplois, des pensionnés, des grévistes, etc. Sans avoir, pour l'instant, d'identification politique, les piqueteros ne se sont jamais laissés séduire par les canaux bureaucratiques pour déposer leurs revendications; ils sont passés directement à l'action, ce qui les rend moins manipulables. Ainsi, lorsque l'État s'assied à la table des négociations, les représentants des piqueteros ne sont jamais les mêmes.

Les premiers à s'être manifestés ainsi furent les personnes percevant des allocations de Buenos Aires et de sa périphérie, qui s'étaient déjà manifestés en 1993 devant les législateurs pour exiger des améliorations sociales.

Plus tard, l'entreprise pétrolière Repsol acheta l'entreprise d'État Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPF), incorporant ce sigle à son nom et fermant plusieurs puits de pétrole considérés comme « improductifs ». Avec d'autres exemples comme celui-ci, le chômage augmenta rapidement, faisant disparaître des zones entières ou s'étaient développées, quelques années avant, d'importantes activités économiques. De nombreuses familles restèrent sans revenus et commencèrent des migrations à travers le pays. Ainsi, une bonne partie du réseau ferroviaire, n'étant pas uti-

lisé, fut abandonné laissant diverses communautés isolées, empiétant leur situation.

La figure du piquetero s'est créée en même temps pour affirmer les revendications populaires de création de nouveaux postes de travail et pour fomenter les alternatives nécessaires qui permettraient à des milliers de familles de rester sur leurs terres. On commença à brûler des pneus pour empêcher le passage sur de nombreuses routes à travers le pays, faisant de la demande de travail ou de revenus une des principales revendications exprimées. Ce mouvement, qui au départ s'est créé de manière spontanée, attaque directement un des points parmi les plus douloureux du système économique actuel, celui du trafic de marchandise. On peut dire que depuis 1998, il n'est pas passé un seul jour sans blocage de route dans un coin du pays¹. L'usage que les piqueteros ont fait de leur image, les montrant en train de s'affronter avec des bâtons et des pierres face aux balles et aux gaz de la police, est une façon d'attirer à leur cause la sympathie du reste de la population. Bien que toujours illégaux, la spontanéité avec laquelle se produisent les blocages de routes, les rend très efficaces à l'heure de faire entendre les revendications.

Au départ, les piquets étaient simplement pacifiques, mais la police hésitait à charger violemment en raison de la présence d'enfants. Mais parallèlement à la croissance des blocages, la nervosité gouvernementale s'est accrue, promouvant une campagne d'intoxication à travers les informations de la presse et organisant une forte répression. L'administration s'est fait l'écho de déclarations prétextant des relations entre piqueteros et narcotrafiquants. A ces occasions, des condamnations en temps records ont été prononcées, et il y a eu diverses morts provoquées par la police lors d'affrontements; ces circonstances ont amené jusqu'à 15 000 personnes à participer aux barrages, certaines mairies étant même prises d'assaut par les manifestants.

« Solidaridad Obrera », CNT-AIT

Catalogne, n° 304

1. Au cours du premier semestre 2001, il y a eu 638 piquets en Argentine; le 31 juillet 2001, il y eut 145 occupations de routes à travers le pays.

Sans

D
r
s
actions. Le
ment en ét
susceptible
tiques (pré

Le mouve
tif et politi
qui compre
politiques r
gent sont r
syndicale n
papiers pou



© Jean-Pi. Crumière

les associati
déserté la pla
tion. Sans do
deurs d'asile
d'assistanat. L
un membre
maintenir un
jeudi 19 octob
de repasser d
politiques, le
anarchiste act
leurs possibil
Deux associa
populaire, qui
demeure part
Enfin, il faut
tive du début
présence quot

Des

Vu le peu de r
de gauche, les
les militants e
tout où ils se r
tract est prépa
travail. Il y a u
et des bandero

Nous avon
sionnels de la s
un débat, qui

Lyon

Sans-papiers, la lutte continue

DÉPUIS LEUR ARRIVÉE dans l'hôtel de Nice à Perache, les sans-papiers et demandeurs d'asile qui sont environ 150, ne cessent de multiplier les actions. Le but est de populariser au maximum le mouvement en étant présents partout où sont ceux qui seraient susceptibles de les soutenir, mais aussi de harceler les politiques (préfet, maire de Lyon, PS).

La gauche au pouvoir, les militants chez eux

Le mouvement a bien entendu fait appel au milieu associatif et politique lyonnais. Chaque semaine a lieu une réunion qui comprend le bureau des sans-papiers, les organisations politiques et associatives. Depuis le début, ceux qui se bougent sont rares. En effet, la gauche plurielle, politique et syndicale n'accepte pas la revendication principale : des papiers pour tous les sans-papiers qui les demandent. Toutes

suite de cette action, un collectif d'étudiants a été créé en lien avec eux, et chaque semaine les sans-papiers interviennent sur le campus. Ils étaient aussi présents en cortège au rassemblement en mémoire du 17 octobre 1961. Lors de la manif inter-pro du 16 octobre, ils avaient fait un tract spécifique et ont pu défilier entre la CGT et FO, après quelques heurts avec cette dernière. Une action qui a rapporté, puisque la CGT s'est cotisée et a apporté 2000,00 F. La liste de ces actions est loin d'être finie, d'autres suivront.

Les sans-papiers appellent enfin à une manif tous les samedis et petit à petit le nombre de participants a augmenté, résultat du travail fourni. Nous étions environ 300 la dernière fois, et il faut que ce nombre augmente encore.

Interpeller le pouvoir

En parallèle aux actions visant à développer le soutien, ils créent aussi le rapport de force en refusant de lâcher le préfet et le maire de Lyon, Gérard Collomb, membre du PS. Surtout, avant son élection, celui-ci avait promis de faire quelque chose. Une fois assis sur le siège du maire, les promesses se sont envolées. Il s'agit donc d'être partout où il est, et partout où est le PS. Ce harcèlement vise aussi les membres de base du PS, afin qu'ils poussent leur direction

Tous ensemble contre la répression syndicale pour les libertés démocratiques

Défendons le droit de se syndiquer

LES SALARIÉS de l'entreprise CEGELEC ont mené une grève de trois semaines en juin dernier contre les conséquences des lois Aubry sur les 35 heures. La durée du conflit est due à la direction qui refusait de négocier et ne répondait que par le mépris et l'envoi d'huissiers provocateurs. Seize procédures de licenciements ont eu lieu, dont cinq envers des militants de la CGT. D'après les informations connues, une bonne centaine de têtes avaient été exigées par la direction générale. Les élus CGT ont vu leur licenciement refusé par les services de l'inspection du travail de leur région. La faute lourde dénoncée par l'entreprise ne tenait pas ! La direction se réserve le droit de faire appel de ces décisions. Plus dramatique, onze salariés non protégés par un mandat ont été licenciés ; là aussi pour faute lourde (tout simplement pour avoir été actifs durant la grève).

Marc Pastel, ancien responsable CGT pour le groupe Vivendi, est un des militants qui viennent de constituer le syndicat SUD-Eau. Avec ses camarades, ils sont les « empêcheurs de restructurer en douce » de leur très médiatique patron. Tous les discours sociaux de Messier sont de la poudre aux yeux : il n'a d'ailleurs pas embauché les jeunes salariés de Vivendi comme promis.

Aussi, la direction tente de liquider l'équipe syndicale dès la création du syndicat. Quelques semaines plus tard, Marc est accusé par la direction de la CGE (pôle eau de Vivendi) d'avoir envoyé un courrier électronique d'insultes à son directeur. Alors que l'inspecteur du travail refuse tout d'abord de lever sa protection, comme par enchantement, il décide subitement d'accepter le licenciement. M. Messier serait-il intervenu auprès de ses amis du ministère de l'Emploi ? Les bourgeois ont toujours eu un grand sens de la solidarité face aux syndicalistes.

Au même moment, c'est le délégué régional parisien CGT de Pizza Hut qui voit lui aussi sa protection levée par l'inspection du travail. Il est immédiatement licencié. Après avoir animé dernièrement une série de luttes très dures dans la restauration rapide (Pizza Hut, McDo, etc.), il avait déjà subi une première mise à pied conservatoire.

Ces exemples sont pris parmi tant d'autres. Nous constatons qu'actuellement les cas de répression syndicale se multiplient. Il est grand temps d'agir car ce sont les libertés démocratiques et notamment le droit de grève qui sont remis en cause.

Le patronat licencie les syndicalistes aujourd'hui pour mieux nous restructurer, flexibiliser ou licencier demain.

Une campagne de soutien rassemblant tous les cas de répression syndicale peut être organisée car, plus nous serons nombreux, mieux nous pourrions agir. Nous proposons de mener des actions collectives pour la défense des droits syndicaux et des militants réprimés.

Venez nous rejoindre. Nous organisons une réunion prochainement sur Paris.

Contact : SUD-Eau, Yvon 06 20 63 57 08
ou CGT-Pizza Hut, Abdel 06 09 53 68 08



© Jean-Phi. Crumière

les associations du type CIMADE, Forum réfugiés, etc. ont déserté la place et se sont même quasiment mis en opposition. Sans doute ne se sentent-ils pas de gérer des demandeurs d'asile en lutte qui veulent sortir d'une politique d'assistantat. Les syndicats sont quasiment absents, si ce n'est un membre de la CFDT et de la CNT qui essayent de maintenir une présence régulière. La CGT s'est décidé, le jeudi 19 octobre, à venir faire un passage éclair, et a proposé de repasser dans deux semaines. Quant aux organisations politiques, le tour en est vite fait : il y a donc la Fédération anarchiste active depuis le début, la LCR, dans la limite de leurs possibilités et le collectif solidaire des Sans-Papiers. Deux associations humanitaires soutiennent : le Secours populaire, qui s'occupe uniquement de la logistique, et qui demeure partout présent à ces réunions hebdomadaires. Enfin, il faut bien sûr noter le groupe de veille sur l'initiative du début du mouvement quai Sarrail qui maintient une présence quotidienne à l'hôtel de Nice.

Des actions qui rapportent

Vu le peu de mobilisation des dirigeants des organisations de gauche, les sans-papiers ont décidé d'aller interpeller les militants et tous ceux susceptibles de se mobiliser partout où ils se rassemblent. Selon la spécificité du sujet, un tract est préparé : un spécial étudiant, un sur le monde du travail. Il y a une prise de parole expliquant leur situation et des banderoles.

Nous avons pu les voir au rassemblement des professionnels de la santé, à la faculté de Bron, ils sont venus faire un débat, qui a rassemblé une trentaine de personnes. À la

prendre position. Ils sont donc présents à tous les colloques et régulièrement sous les fenêtres de l'hôtel de ville.

En direction du préfet, l'idée est plus d'être une épine dans son pied. Les habitants de l'hôtel de Nice se rassemblent régulièrement devant la préfecture pour réclamer des papiers, le droit au travail, etc. La tactique s'avère aussi payante puisque ce mardi 16 octobre a eu lieu une rencontre entre le préfet et le groupe de veille où deux représentants des sans-papiers étaient aussi présents. Pas de fabuleux résultats, mais un début tout de même.

J'y suis, j'y reste, je ne partirai pas !

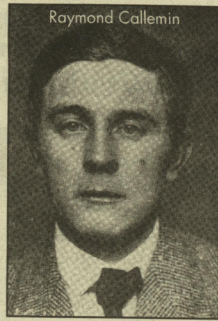
La détermination des sans-papiers, hommes et femmes, est toujours entière. Il s'agit maintenant de continuer afin que de plus en plus de monde soutienne leur revendications. Surtout que les soucis matériels s'accumulent : problème de nourriture, problème de chauffage, avec l'hiver qui arrive...

Depuis une semaine, nous travaillons à la montée sur Paris du 24 novembre, notamment à son financement¹. Un concert a déjà eu lieu le 20 octobre à la Plume noire, local de la FA, qui a rapporté 1600 F. Ce jour là est une journée nationale d'action des sans-papiers. Temps fort de la mobilisation, nous espérons surtout que ce moment sera riche en rencontres et en discussions, afin de constituer l'embryon d'une coordination de tous les sans-papiers.

Gaëlle
groupe Kronstadt, FA Lyon

1. Pour soutenir la montée du 24 novembre, chèque à l'ordre de LDH. À envoyer à La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.





« Toi et moi, on est aussi utiles à la société qu'une taupe dans un jardin. »
J.-B. Buisson à M. Frot dans le *Dernier Mandrin*

Aujourd'hui les truands se racontent. Ou on les raconte. Les sagas du banditisme à panache font recette. Notre société uniformisée ne laisse guère de place à l'aventure, et la délinquance des supermarchés est à son image. C'est pourquoi le truand d'envergure fait encore rêver : *Papillon* ou *Flic Story*, on a les westerns qu'on mérite. On braque... On flingue... Chapeau au fic qui vous arrête. Chapeau à l'ennemi public qui a quand même fini par se faire prendre. Dans cette épopée moderne, ni délinquants sociaux ni criminels occasionnels. On est entre caïds... Et s'il y a quelques morts, ce n'est que la règle du thriller.

Devant ce fatras d'autosatisfaction truandière ou policière, l'anarchiste a bien envie de rigoler. Ces luttes fratricides ne le concernent pas ! Pour lui, le truand est le chanceux de la société, son parasite, et tant mieux si elle en crève ! On n'instaure pas impunément le culte de l'argent et le mépris de la personne : le truand, voleur et meurtrier, est le pur produit de cette « morale » dont Bakounine disait qu'elle ne comprime pas les vices et les crimes [mais] les crée ». L'anarchiste n'a rien à voir avec le truand, il s'inscrit en dehors de la société sur laquelle vit le voyou ; peu lui importe que l'argent change de poche et le pouvoir de camp, puisque précisément le culte de l'argent et le pouvoir lui font horreur. Le meurtrier également, comme toute autre atteinte à la liberté et au respect de l'individu. Le projet anarchiste suppose la destruction des valeurs bourgeoises et la redistribution équitable des richesses. Pas l'institution du racket ni du hold-up.

Pourtant le banditisme interpelle l'anarchie à différents degrés. Dans la mythologie cacophonique des exécutions et des martyrs : Cartouche, Mandrin, Ravachol, Émile Henry, Bonnot, Émile Buisson, péle-mêle la légende, l'allure, la pègre... mais aussi une formulation de la révolte, voire une théorisation de l'anarchie. La frontière entre banditisme de droit commun et projet révolutionnaire



Jules Bonnot

ne se situe-t-elle que dans la revendication exprimée d'une appartenance anarchiste ? La société trouve son avantage à l'amalgame : les camarades arrêtés sous l'inculpation d'« association de malfaiteurs », et la bande à Baader occultée par les marxistes comme par la droite sous l'étiquette de « criminels de droit commun »... Beaucoup de points d'interrogation pour l'anarchiste qui se rappelle ses guillotinés et ses bagnards, mais aussi ses déchirements entre 1892 et 1913, de la « Terreur noire » aux « Bandits tragiques ». Ces interrogations peuvent s'énoncer de différentes façons : les anarchistes peuvent-ils s'exprimer dans le banditisme ? Leurs actes seront-ils alors révolutionnaires ? Le banditisme traditionnel contient-il un projet, constitue-t-il une lutte sociale ? Peut-il être un allié de la révolution ?

Illégalisme et reprise individuelle

L'illégalisme est inscrit dans l'anarchie depuis sa naissance. « La propriété, c'est le vol » de Proudhon ne pouvait qu'amener la notion de « reprise individuelle » comme une légitime défense, le vol étant une récupération opérée par les volés sur les voleurs de la bourgeoisie. Et la violence est la seule réponse à la violence de la société.

Historiquement, la violence anarchiste – ce que la société appelle son banditisme – est née dans les années 1880 lorsque les anarchistes se posèrent le problème de leur action en termes soudain différents : la « propagande par le fait » succédait à la propagation des idées par la seule parole.

« Notre action doit être la révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite [...]. Tout est bon pour nous qui n'est pas la légalité », écrivait Kropotkine dans son article « L'action », paru dans le *Révolte* du 25 décembre 1880. Le congrès international du 14 juillet 1881, réuni à Londres, lançait de fait un appel au terrorisme individuel, et de nombreux journaux anarchistes donnaient alors des recettes de bombes – peu mises en pratique dans l'immédiat du moins. En attendant la vague d'attentats des années 1892-1894 (Ravachol, Vaillant et Henry), la propagande par le fait trouva sa sublimation dans la reprise individuelle.

En 1884, lors d'un meeting à Paris, des orateurs ouvriers appelèrent les travailleurs à « fouler aux pieds le respect de la propriété, à avoir l'énergie de prendre dans les magasins ce qui leur est nécessaire pour vivre ».

Le 5 octobre 1886, un certain Clément Duval cambriola l'hôtel particulier d'une artiste peintre, M^{me} Lemaire et, au policier qui l'interpellait du traditionnel : « Au nom de la loi, je vous arrête », il répondit par un : « Au nom de la loi, je te supprime » et par quelques coups de couteau. Un cambriolage classique qui a mal tourné ? Clément Duval fit connaître qu'il était anarchiste et appartenait à un groupe libertaire (la Panthère des Batignolles). Lorsque son procès s'ouvrit le 11 janvier 1887, pour la première fois les anarchistes défendirent publiquement le « droit au vol ». *L'Almanach anarchiste* pour 1892, rédigé par Sébastien Faure reprenait à son compte l'acte du « compagnon » Duval :

« Accusé de vol et de pillage à l'hôtel Lemaire et de tentative de meurtre sur le mouchard Rossignol qui l'arrêtait, Duval, ouvrier pauvre, convaincu que la propriété individuelle n'a aucune source légitime, avait volé non pour lui mais pour soutenir la propagande [...]. Son acte, acte de guerre sociale s'il en fut, fut anathématisé par les socialistes autoritaires qui déclarent bien que la propriété c'est le vol mais entendent que les volés, c'est-à-dire les non-possédants, se

contentent de cette affirmation platonique. » Condamné à mort, Duval ne fut pas exécuté mais envoyé aux travaux forcés. Il s'évada de Guyane.

Le 4 novembre 1890 s'ouvrit le procès d'un autre cambrioleur anarchiste, Pini, qui fut condamné à vingt ans de travaux forcés. Lui aussi s'était défendu d'être un truand ordinaire :

« Je ne suis pas un voleur ; je reprends dans un but social les richesses volées par les bourgeois. »

Le mouvement anarchiste, dès Duval et Pini, se montre divisé sur le caractère révolutionnaire du vol. Si Sébastien Faure, comme nous l'avons vu, et Élisée Reclus l'approuvent, il n'en est pas de même de Jean Grave qui justifie les actes de Duval et de Pini mais ne leur accorde aucune valeur révolutionnaire. À ce moment, en effet, le mouvement anarchiste est dans sa majorité favorable à l'action ouvrière à l'intérieur des

syndicats et a tendance à rejeter les actions individualistes jugées inefficaces et impopulaires. Le débat ne cessera pas mais déjà un autre, plus grave, va laisser de côté le problème du vol : c'est celui du terrorisme. Arrive en effet la période des attentats révolutionnaires, encore que certains d'entre eux apparaissent aux anarchistes bien gratuits : le meurtre de l'ermite de Montrbrison par Ravachol apparaît davantage comme un crime crapuleux que comme une légitime défense, et les raisons données par Ravachol ressemblent à celles de Raskolnikov... Mais Ravachol posant des bombes chez des magistrats pour venger Decamps, Vaillant lançant sa bombe à la Chambre des députés, rien à voir, là, avec le banditisme ; l'idéologie qui sous-tend ces actes est celle d'un terrorisme que, même s'il ne le soutient pas, l'anarchiste comprend. La bombe du café Terminus relance en 1894 la polémique de la violence révolutionnaire frappant des innocents.

La déviation apache

1905, c'est aussi l'année où Libertad fonde le journal *L'Anarchie* pour y prôner l'individualisme et l'illégalisme. Et c'est autour de

Anarchisme

l'*Anarchie* que va se constituer ce qu'on appellera après coup la « bande à Bonnot ». Car la contestation anarchiste de l'illégalisme – ce qu'Alexandre Croix dans un numéro spécial du *Crapouillot* nomme la « déviation apache » – trouve son sommet avec l'affaire des « bandits tragiques » qui devait faire couler tant de sang et d'encre.

La bande à Bonnot, il suffit de rappeler quelques noms : Jules Bonnot, Raymond Callemin (dit Raymond la Science), Dieudonné, Garnier, Soudy, Monier, Carouy... De rappeler quelques dates :

21 décembre 1911 : la tragédie de la rue Ordener : l'encaisseur Caby est attaqué et dévalisé par les bandits (Dieudonné sera condamné à mort parce qu'il aura été reconnu par Caby mais sa peine sera commuée, ses compagnons ayant attesté sa non-participation).

27 février 1912 : le meurtre de l'agent Garnier par Garnier devant le restaurant Garnier (à cause d'un excès de vitesse à la gare Saint-Lazare).

25 mars 1912 : le vol de la De Dion Bouton à Montgeron et l'assaut de la Société générale à Chantilly.

28 avril 1912 : la mort de Bonnot après le siège de la maison de Dubois à Choisy-le-Roi (des centaines d'hommes pour en tuer deux).

15 mai 1912 : le siège de la maison de Nogent-sur-Mame : Garnier et Valet sont tués.

Février 1913. Procès. 27 février, verdict : quatre condamnations à mort et des peines de travaux forcés (Carouy condamné à perpétuité se suicida).

20 avril 1913 : exécution de Callemin, Soudy et Monier (Dieudonné partira pour le bagne).

« Ne reconnaissant à personne le droit de me juger, je n'implore ni pardon ni indulgence. Je ne sollicite pas ceux que je hais et méprise. [...] Si je me suis livré au vol, ça n'a pas été une question de gain, de lucre, mais une question de principe, de droit. J'ai préféré conserver ma liberté, mon indépendance, ma dignité d'homme, que de me faire l'artisan de la fortune d'un maître. En termes plus crus, sans euphémisme, j'ai préféré être voleur que volé. Certes, moi aussi je réprouve le fait par lequel un homme s'empare violemment et avec ruse du fruit du labeur d'autrui. Mais c'est précisément pour cela que j'ai fait la guerre aux riches, voleurs du bien des pauvres. Moi aussi je voudrais vivre dans une société dont

le vol serait banni. Je n'approuve pas le vol, et n'en ai usé que comme d'un moyen de révolte propre à combattre le plus inique de tous les vols : la propriété individuelle. Pour détruire un effet, il faut, au préalable, en détruire la cause [...]. La lutte ne disparaîtra que lorsque les hommes mettront en commun leurs joies et leurs peines, leurs travaux et leurs richesses, que lorsque tout appartiendra à tous. Anarchiste révolutionnaire, j'ai fait ma révolution, vienne l'Anarchie ! »

Jacob sera condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il passera vingt années au bagne, en Guyane, à Saint-Laurent-du-Maroni et à l'île du Diable. Dix-neuf fois, il tentera de s'évader avant d'être libéré le 30 décembre 1928.

« Certes les bandits demeurent loin de nous, loin de nos rêves et de nos vœux. Qu'importe après tout ! Le fait est qu'ils sont, dans la pourriture sociale, un ferment de désagrégation ; qu'ils sont « hors du troupeau » quelques individualistes ardents, que seuls ils osent nous proclamer leur vouloir vivre à tout prix. Eh bien, ces malfaiteurs m'intéressent et j'ai pour eux autant de sympathie que de mépris pour les honnêtes gens ratés ou arrivés ! »

L'Anarchie, tout au long de l'affaire, se dira partie prenante des actes de la bande mais n'échappera pas cependant à de nombreux débats internes. Le journal reconnaîtra que les bandits avaient fréquenté les milieux de *L'Anarchie*, et Kilbatchiche fera même partie des accusés (il sera condamné à cinq ans). Au moment du procès, le journal publiera le nom et l'adresse des jurés, les « douze fantoches » (ce qui vaudra à son directeur d'être emprisonné), et dira bien sûr son horreur devant le verdict et l'exécution tandis que le *Petit Parisien* du 21 avril 1913 titrait : « CE MATIN À L'AUBE, CALLEMIN, SOUDY ET MONIER ONT PAYÉ DE LEUR TÊTE LA DETTE DE SANG, DE HAINE ET DE MORT QU'ILS AVAIENT CONTRACTÉE ENVERS LA SOCIÉTÉ. »

« Ces petits voleurs de Buisson, disaient les commerçants. Alors, le petit Buisson, il avait déjà de la haine ! Aucun scrupule à leur les faucher ! Et je n'en ai jamais eu ! Et cette haine... plus j'ai vécu, plus j'ai vu et compris la grande valse pas honteuse des puissants, des riches, des malins, et pour les faibles, les pauvres, les naïfs, rien que le travail et « marchez droit ! ». Et quand l'un d'eux refuse de marcher droit, refuse tout, préfère se battre, on lui coupe les ailes ou le cou... alors, cette haine n'a fait que grandir ! »

Pour le truand de métier comme pour l'anarchiste de la reprise individuelle, voler c'est prendre une revanche, mais pour le truand, pas d'alibi, pas de théorisation : une appropriation :

« Nos lecteurs y trouveront des détails nouveaux et fort intéressants sur les derniers moments des malfaiteurs redoutables qui viennent d'expier leurs crimes. »

Mais l'abjection de la société ôte-t-elle quelque chose à l'abjection de certains actes ? La tragédie des bandits marque la fin de l'illégalisme. Mauvaise interprétation de l'anarchie ou démarche fondamentalement révolutionnaire ? Il est indéniable que l'expression de l'anarchie par le banditisme correspond à un moment de l'histoire du mouvement. Mais la peur éprouvée par les bourgeois suffit-elle à justifier les hold-up sanglants des bandits en auto et à les rendre révolutionnaires ? Auquel cas, le banditisme pur ne serait-il pas lui-même révolutionnaire ?

« Vive Bonnot ! » fut un des nombreux slogans de Nanterre en 1968... Bakounine établissait une passerelle entre banditisme de droit commun et anar-

chisme dans le rôle qu'il attribuait – pour une future révolution russe – aux truands de tout ordre, particulièrement dans sa lettre à Nerchaïev du 2 juin 1870 :

« En ce qui me concerne, je ne tolère personnellement ni le brigandage, ni le vol, ni toute autre violence faite à l'homme sous n'importe quelle forme ; mais j'avoue que s'il me faut choisir, d'une part, entre le brigandage et le vol de ceux qui occupent le trône et jouissent de tous les privilèges et, d'autre part, le vol et le brigandage du peuple, je me rangerai sans hésitation du côté de ces derniers, que je trouve naturels, nécessaires et même, dans un sens, légaux. [...] Je prends partie pour le brigandage populaire et vois en lui un des moyens essentiels de la future révolution populaire en Russie. »

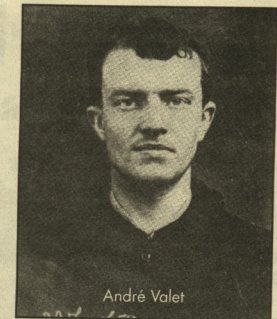
Dans la réalité française, le « vol et le brigandage du peuple » dont parle Bakounine peut qualifier une certaine forme de délinquance. Mais ce qu'on appelle le « milieu » ?

Parmi tous les livres sur le banditisme de droit commun dont nous parlerions plus haut, *le Dernier Mandrin*, de Jean-Baptiste Buisson et de Maurice Frot, permet de mieux comprendre la révolte du truand et le style de pensée de ceux qui ont choisi de vivre en marge du Code. Jean-Baptiste Buisson, le frère d'Émile (cf. *Flic Story*) a quarante ans dont quarante passés en prison. De sa révolte, comment ne pas se sentir solidaire ? Une enfance qui n'a rien à envier aux pages les plus sombres de Zola. Le sentiment de l'injustice sociale au plus haut degré, et le vol pour manger.

« Libéraux, humanistes, sociologues, psychanalystes, révoltés, gauchistes, saints et philosophes, âmes sensibles ou raisonneuses,

« Tous lecteurs y trouveront des détails nouveaux et fort intéressants sur les derniers moments des malfaiteurs redoutables qui viennent d'expier leurs crimes. »

« Vive Bonnot ! » fut un des nombreux slogans de Nanterre en 1968... Bakounine établissait une passerelle entre banditisme de droit commun et anar-



André Valet

tous branleurs d'intellect, mille excuses pour la déception ! », écrit Maurice Frot. Les chemins restèrent donc parallèles, avec parfois l'ambivalence d'un Bonnot... ou d'un Jacob, de préférence. On peut être le fleau de la société de beaucoup de manières. Quant à savoir si, le jour de la révolution, les truands seront avec nous... Bakounine en énonçait la possibilité et une forme de projet :

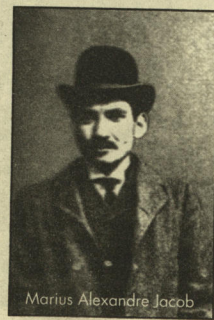
« Aller vers les brigands ne signifie pas devenir soi-même un brigand et rien qu'un brigand ; cela ne signifie pas partager leurs passions, leur détresse, leurs buts souvent infâmes, leurs sentiments et leurs actions ; cela signifie les doter d'une âme nouvelle et éveiller en eux l'aspiration vers un but différent, vers un but populaire. »

Tout en formulant ailleurs le problème qui demeurerait pour la révolution de ces marginaux qui n'admettront pas forcément les valeurs de l'anarchie.

Dans le système actuel, l'anarchiste – en dépit de ses répulsions – sera toujours plus près du bandit que du gendarme. Il ne peut oublier que la foule piétinait pour voir exécuter Ravachol, Callemin, Soudy et Monier. Il ne peut oublier qu'Émile Buisson a dit, le 28 février 1956, avant d'être guillotiné, à ceux qui l'entouraient : « Alors, la société est contente de vous ? »

Bibliographie

- BUISSON, J.-B., FROT, M., *le Dernier Mandrin*, Grasset, 1977.
- ENCKELL, Marianne, *Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste*, Éditions ouvrières, 1991.
- MAITRON, Jean, *Ravachol et les anarchistes*, collection Archives, Julliard, 1964.
- THOMAS, Bernard, *les Vies d'Alexandre Jacob*, Mazarine, 1998.
- THOMAS, Bernard, *la Bande à Bonnot*, Tchou, 1968 ; *Jacob*, Tchou, 1970.
- Le Crapouillot*, numéro spécial de janvier 1938 : « L'Anarchie », par Victor Serge, Alexandre Croix et Jean Bernier.



Marius Alexandre Jacob

et banditisme

par Françoise Travelet
« la Rue », n° 24, 1977

« De tels actes n'ont rien d'anarchistes, ce sont des actes purement et simplement bourgeois... La fraude, le vol, le meurtre bourgeois s'opèrent à la faveur des lois bourgeoises ; la fraude, le vol, le meurtre prétendus anarchistes s'opèrent en dehors et à l'encontre d'elles. Il n'est pas d'autre différence. Et si les bourgeois, dans l'application de leurs principes d'individualisme égoïste, sont des bandits, les soi-disant anarchistes qui suivent les mêmes principes deviennent, par ce fait, des bourgeois et sont aussi des bandits. Bandits illégaux, peut-être, mais bandits quand même et égaux bourgeois. »

« Il reste entendu que Bonnot et sa bande sont des bandits et qu'aucune doctrine ne saurait justifier, ni excuser des abominations comme l'égorgeement des deux vieillards de Thiais, l'assassinat du chauffeur à Montgeron et des employés de banque de Chantilly [...]. Mais nous, les militants, qui croyons que la servitude du peuple est faite en grande partie de sa veulerie, de sa peur des coups, de son manque d'initiative et d'audace, nous ne pouvons nous empêcher de murmurer : devant cinq cents révolutionnaires comme Bonnot, qu'est-ce que pèserait toute la police de Paris ? »

« Certes les bandits demeurent loin de nous, loin de nos rêves et de nos vœux. Qu'importe après tout ! Le fait est qu'ils sont, dans la pourriture sociale, un ferment de désagrégation ; qu'ils sont « hors du troupeau » quelques individualistes ardents, que seuls ils osent nous proclamer leur vouloir vivre à tout prix. Eh bien, ces malfaiteurs m'intéressent et j'ai pour eux autant de sympathie que de mépris pour les honnêtes gens ratés ou arrivés ! »

« Ces petits voleurs de Buisson, disaient les commerçants. Alors, le petit Buisson, il avait déjà de la haine ! Aucun scrupule à leur les faucher ! Et je n'en ai jamais eu ! Et cette haine... plus j'ai vécu, plus j'ai vu et compris la grande valse pas honteuse des puissants, des riches, des malins, et pour les faibles, les pauvres, les naïfs, rien que le travail et « marchez droit ! ». Et quand l'un d'eux refuse de marcher droit, refuse tout, préfère se battre, on lui coupe les ailes ou le cou... alors, cette haine n'a fait que grandir ! »

« Libéraux, humanistes, sociologues, psychanalystes, révoltés, gauchistes, saints et philosophes, âmes sensibles ou raisonneuses,

« Tous lecteurs y trouveront des détails nouveaux et fort intéressants sur les derniers moments des malfaiteurs redoutables qui viennent d'expier leurs crimes. »

Mais l'abjection de la société ôte-t-elle quelque chose à l'abjection de certains actes ? La tragédie des bandits marque la fin de l'illégalisme. Mauvaise interprétation de l'anarchie ou démarche fondamentalement révolutionnaire ? Il est indéniable que l'expression de l'anarchie par le banditisme correspond à un moment de l'histoire du mouvement. Mais la peur éprouvée par les bourgeois suffit-elle à justifier les hold-up sanglants des bandits en auto et à les rendre révolutionnaires ? Auquel cas, le banditisme pur ne serait-il pas lui-même révolutionnaire ?

« Vive Bonnot ! » fut un des nombreux slogans de Nanterre en 1968... Bakounine établissait une passerelle entre banditisme de droit commun et anar-

chisme dans le rôle qu'il attribuait – pour une future révolution russe – aux truands de tout ordre, particulièrement dans sa lettre à Nerchaïev du 2 juin 1870 :

« En ce qui me concerne, je ne tolère personnellement ni le brigandage, ni le vol, ni toute autre violence faite à l'homme sous n'importe quelle forme ; mais j'avoue que s'il me faut choisir, d'une part, entre le brigandage et le vol de ceux qui occupent le trône et jouissent de tous les privilèges et, d'autre part, le vol et le brigandage du peuple, je me rangerai sans hésitation du côté de ces derniers, que je trouve naturels, nécessaires et même, dans un sens, légaux. [...] Je prends partie pour le brigandage populaire et vois en lui un des moyens essentiels de la future révolution populaire en Russie. »

« En ce qui me concerne, je ne tolère personnellement ni le brigandage, ni le vol, ni toute autre violence faite à l'homme sous n'importe quelle forme ; mais j'avoue que s'il me faut choisir, d'une part, entre le brigandage et le vol de ceux qui occupent le trône et jouissent de tous les privilèges et, d'autre part, le vol et le brigandage du peuple, je me rangerai sans hésitation du côté de ces derniers, que je trouve naturels, nécessaires et même, dans un sens, légaux. [...] Je prends partie pour le brigandage populaire et vois en lui un des moyens essentiels de la future révolution populaire en Russie. »

Dans la réalité française, le « vol et le brigandage du peuple » dont parle Bakounine peut qualifier une certaine forme de délinquance. Mais ce qu'on appelle le « milieu » ?

Parmi tous les livres sur le banditisme de droit commun dont nous parlerions plus haut, *le Dernier Mandrin*, de Jean-Baptiste Buisson et de Maurice Frot, permet de mieux comprendre la révolte du truand et le style de pensée de ceux qui ont choisi de vivre en marge du Code. Jean-Baptiste Buisson, le frère d'Émile (cf. *Flic Story*) a quarante ans dont quarante passés en prison. De sa révolte, comment ne pas se sentir solidaire ? Une enfance qui n'a rien à envier aux pages les plus sombres de Zola. Le sentiment de l'injustice sociale au plus haut degré, et le vol pour manger.

« Libéraux, humanistes, sociologues, psychanalystes, révoltés, gauchistes, saints et philosophes, âmes sensibles ou raisonneuses,

« Tous lecteurs y trouveront des détails nouveaux et fort intéressants sur les derniers moments des malfaiteurs redoutables qui viennent d'expier leurs crimes. »

« Vive Bonnot ! » fut un des nombreux slogans de Nanterre en 1968... Bakounine établissait une passerelle entre banditisme de droit commun et anar-

chisme dans le rôle qu'il attribuait – pour une future révolution russe – aux truands de tout ordre, particulièrement dans sa lettre à Nerchaïev du 2 juin 1870 :

« En ce qui me concerne, je ne tolère personnellement ni le brigandage, ni le vol, ni toute autre violence faite à l'homme sous n'importe quelle forme ; mais j'avoue que s'il me faut choisir, d'une part, entre le brigandage et le vol de ceux qui occupent le trône et jouissent de tous les privilèges et, d'autre part, le vol et le brigandage du peuple, je me rangerai sans hésitation du côté de ces derniers, que je trouve naturels, nécessaires et même, dans un sens, légaux. [...] Je prends partie pour le brigandage populaire et vois en lui un des moyens essentiels de la future révolution populaire en Russie. »

Dans la réalité française, le « vol et le brigandage du peuple » dont parle Bakounine peut qualifier une certaine forme de délinquance. Mais ce qu'on appelle le « milieu » ?

Parmi tous les livres sur le banditisme de droit commun dont nous parlerions plus haut, *le Dernier Mandrin*, de Jean-Baptiste Buisson et de Maurice Frot, permet de mieux comprendre la révolte du truand et le style de pensée de ceux qui ont choisi de vivre en marge du Code. Jean-Baptiste Buisson, le frère d'Émile (cf. *Flic Story*) a quarante ans dont quarante passés en prison. De sa révolte, comment ne pas se sentir solidaire ? Une enfance qui n'a rien à envier aux pages les plus sombres de Zola. Le sentiment de l'injustice sociale au plus haut degré, et le vol pour manger.

« Libéraux, humanistes, sociologues, psychanalystes, révoltés, gauchistes, saints et philosophes, âmes sensibles ou raisonneuses,

« Tous lecteurs y trouveront des détails nouveaux et fort intéressants sur les derniers moments des malfaiteurs redoutables qui viennent d'expier leurs crimes. »

« Vive Bonnot ! » fut un des nombreux slogans de Nanterre en 1968... Bakounine établissait une passerelle entre banditisme de droit commun et anar-

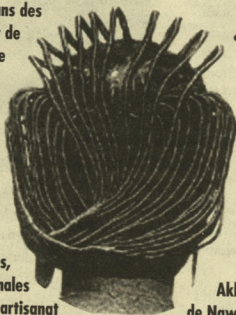
chisme dans le rôle qu'il attribuait – pour une future révolution russe – aux truands de tout ordre, particulièrement dans sa lettre à Nerchaïev du 2 juin 1870 :

« En ce qui me concerne, je ne tolère personnellement ni le brigandage, ni le vol, ni toute autre violence faite à l'homme sous n'importe quelle forme ; mais j'avoue que s'il me faut choisir, d'une part, entre le brigandage et le vol de ceux qui occupent le trône et jouissent de tous les privilèges et, d'autre part, le vol et le brigandage du peuple, je me rangerai sans hésitation du côté de ces derniers, que je trouve naturels, nécessaires et même, dans un sens, légaux. [...] Je prends partie pour le brigandage populaire et vois en lui un des moyens essentiels de la future révolution populaire en Russie. »

Fête africaine

pour les 20 ans de Radio libertaire

Et à l'occasion des 10 ans des émissions Koumbi et de l'association Afrique partenaires-services Vous êtes invités à une grande fête gratuite et ouverte à tous. Expos de peintures, de sculptures, de photographies, de calligraphies, de dessins, de planches originales et d'artisanat (commerce équitable). Projections, table de presse,



littérature et stands associatifs • 14 h et à 18 h : concert de balafon. • 15 h : débat « l'accès aux soins dans les pays du sud » • 16 h : démonstration d'arts martiaux par Cascade. • 16 h 30 : débat « être journaliste sur le continent africain » • 17 h 30, 19 h, 21 h 30 : textes lus par Phesor et Akhet • 20 h : concert de Nawal, chanteuse comorienne Animation musicale et cuisine africaine.

Samedi 27 octobre de 14 à 21 heures au 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. M° Rue-des-Boulets

Déchets toxiques pour l'Afrique

On a su récemment que plusieurs pays développés (les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Suisse et la France) envisageaient de se débarrasser, contre espèces sonnantes et trébuchantes, de 29 millions de déchets toxiques – y compris des déchets radioactifs – dans quelques pays africains, dont le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bénin, le Congo, etc. Certains de ces pays collaborent déjà avec l'Europe et les États-Unis : c'est le cas, par exemple, de l'Angola qui a reçu deux millions de dollars d'un pays européen non identifié en échange de cinq millions de tonnes de déchets toxiques.

Source : « El Ecologista », n° 27, automne 2001



Jean Granier

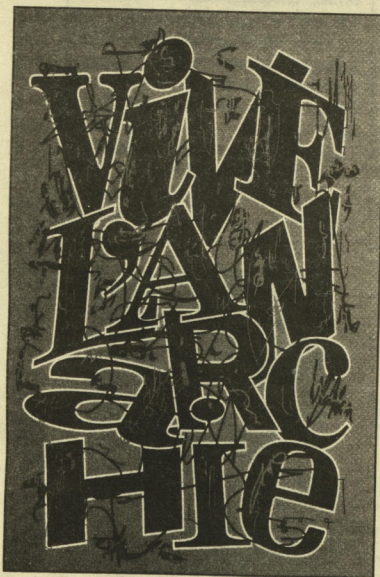
Abon-
nez-
vous!

Abon-
nez-
vous!

Abon-
nez-
vous!

Chansons

« Je suis anarchiste au point de toujours traverser dans les clous afin de n'avoir pas à discuter avec la maréchaussée », déclarait Jo Cédille, dit aussi Georges Brassens, qui nous quittait le 29 octobre 1981.



Bêtisier

« Les armes modernes, aussi bien que les avions civils, sont tombées entre les mains des anarchistes, et, au nom d'un Dieu qui pardonnerait tous les meurtres, ces derniers se sont transformés en assassins de masse qui exploitent tous les moyens de communication pour traverser les frontières. »

Shimon Pérès

« Le Monde » du 16 octobre 2001

« On ne le dira jamais assez, l'anarchisme, c'est l'ordre sans le gouvernement, c'est la paix sans la violence. C'est le contraire, précisément, de tout ce qu'on lui reproche, soit par ignorance, soit par mauvaise foi. »

Hem Day

Pourtant, aujourd'hui encore, certains persistent à se tromper... Chère lectrice, cher lecteur, nous vous invitons donc, chaque fois que vous en rencontrerez à nous communiquer ces inepties afin que nous puissions les épinglez dans notre bêtisier.

Cinéma

EN SEPTEMBRE 1998, le général Pinochet vient faire un petit voyage d'agrément à Londres, comme il en a pris l'habitude depuis la consultation populaire d'octobre 1988, qui l'obligea à abandonner la présidence du gouvernement. Il décide de prolonger de quelques jours son séjour londonien pour subir une opération chirurgicale, bien que l'armée chilienne – qui est au courant des démarches menées contre lui en Espagne – insiste pour qu'il revienne au plus vite au pays. Pinochet, sûr de sa bonne étoile, ne fait aucun cas de ces conseils.

Dès que la nouvelle du séjour est connue en Espagne, le juge Baltazar Garzón s'enquiert auprès des autorités britanniques, pour savoir si elles ont quelque chose à objecter aux arguments par lesquels un magistrat espagnol, du nom de Castresana, a montré qu'en cas d'inhibition de la part des autorités chiliennes, toute cour de justice est habilitée à poursuivre l'ex-dictateur des délits – tortures, terrorisme et génocide – qui lui sont imputés. Fort de la réponse britannique, Baltazar Garzón joue son va-tout. Il demande l'incarcération immédiate de Pinochet et son extradition en Espagne, pour qu'il y réponde des crimes commis pendant les quinze ans où il a tenu les rênes de l'État, notamment à l'encontre de certains citoyens espagnols.

L'affaire Pinochet éclata comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle allait durer environ 500 jours, jusqu'à ce que, toutes les astuces déployées par les défenseurs du boucher de Santiago étant épuisées, le gouvernement chilien fit une ultime démarche auprès de Londres pour éviter in extremis l'extradition en Espagne. Le 5 novembre 1999, un examen médical concluait que Pinochet n'était pas mentalement en état de se défendre – un des intervenants du film dit plus clairement que Pinochet est déclaré « gaga » – et que l'action de la justice n'irait pas plus loin.

C'est tout cela, mais aussi la suite que des magistrats chiliens ont voulu donner à l'affaire, que nous relate le film documentaire de Patricio Guzmán, sorti sur les écrans parisiens il y a deux semaines maintenant.

Parler de ce film, c'est parler d'abord des visages qu'on y voit. Ceux de ces femmes qui furent les compagnes, les mères ou les grands-mères des disparus. Visages de ces gens, des femmes pour la plupart là aussi, qui furent torturés à la Villa Grimaldi. Visages des « autres » aussi, des amis britanniques de Pinochet, visages de bois de ces dames en lunettes noires, avec leurs tailleurs stricts et leurs téléphones portables, venues du Chili – aux frais de la fondation Augusto Pinochet – pour soutenir l'ex-dictateur. Enfin, ce sont les visages entrevus, figés pour toujours dans des sourires de photomaton, de jeunes gens livrés tout crus aux ogres du régime.

Et c'est ensuite se remémorer les paroles chaleureuses de Castresana – Garzón, curieusement, ne parle pas de film –, et puis les paroles de ceux qui ont survécu à la mort de leurs proches ou qui sont sortis vivants des centres de torture. Paroles qui relatent comment il fallut peu à peu renoncer à revoir jamais – mort ou vif – l'être aimé, mais qui disent également l'espoir que les crimes ne restent pas impunis. Paroles des rescapé(e)s, qui confessent leur immense difficulté à rapporter à leurs proches la réalité de

« Le cas Pinochet » de Patricio Guzmán

ce qu'ils/elles endurèrent. Paroles de ces « momios » pour lesquels l'homme du 11 septembre 1973 reste *el soberano de Chile*, et qui s'expriment aujourd'hui comme ils le firent à l'époque, et tiennent les mêmes propos que leurs parents avaient dû tenir en 1936, au moment du coup des inspirateurs espagnols du général chilien.

Et puis il y a ces quelques moments où le fil tenu de la voix se brise et cède la place aux sanglots, dont le cinéaste a su ne pas abuser. Et, tout à la fin, le témoignage de la femme d'un disparu, qui rappelle aux bourreaux que s'ils restent convaincus peut-être de n'avoir fait que leur devoir, leurs enfants auront à porter pour eux la honte de ce qu'ils firent. Une très belle conclusion pour un film utile et émouvant.

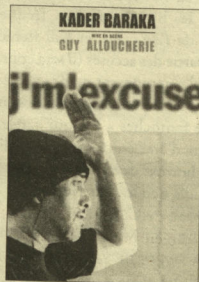
Salvador Marsé

1. Mot chilien pour « réac ».

J'm'excuse

TOUT SEUL sur scène, bonnet sur le crâne, la trentaine bien sonnée, il parle. Il parle de tout. De sa vie. Fils d'immigré algérien, fils de militant du FLN, fils de mineur aussi. Il raconte des histoires de racisme ordinaire pour beau-coup, de la mine aussi, ce boulot ingrat dont son père est mort. Chroniques de vie d'un homme un peu désabusé.

À voir pour ne pas oublier que la lutte, ça se fait d'abord au quotidien. Kader Baraka, mise en scène de Guy Allouche, du 24 au 28 octobre 2001 à La Villette (Paris), et le 1^{er} décembre à la Laiterie à Strasbourg.



Pierre
groupe CLAAAAASH FA, Paris

Livres Livres Livres Livres

Kirinyaga

Une utopie africaine

UN RÊVE KIKUYU. Le roman débute en avril 2123. À cette époque, un petit groupe d'Africains de l'ancienne tribu des Kikuyus souhaite revenir aux valeurs primitives qui étaient les leurs avant l'arrivée des Européens, qui ont fait d'eux et des tribus voisines des Kényans. Avec l'accord du comité des Utopies, des centaines de personnes quittent la Terre pour une autre planète où elles bâtissent Kirinyaga. Ce monde tient son nom de la montagne légendaire du haut de laquelle régnait Ngai, le dieu des Kikuyus. Appeler ainsi le nouveau monde témoigne de la volonté de retourner au berceau de sa civilisation par le retour aux traditions et aux croyances primitives.

Le narrateur de l'histoire est un vieillard issu des Kikuyus, qui a passé toute sa vie au milieu du monde européenisé (il est même diplômé de Yale), mais qui souhaite désormais retrouver les valeurs de ses ancêtres. Il part donc sur Kirinyaga pour y devenir le mundumugu (le sorcier) de son peuple, c'est-à-dire le dépositaire de toutes les traditions et de tous les rites kikuyus.

Résurrection d'une civilisation disparue

Commence alors l'établissement d'une « utopie kikuyu », qui restaure un état de civilisation disparu depuis plusieurs siècles : vie dans la *boma*, résurrection de rites ancestraux comme l'assassinat des enfants nés par le siège ou la livraison des vieillards et des handicapés aux hyènes, etc. tout cela sous le contrôle intransigent du narrateur, à qui son statut de mundumugu confère une autorité absolue sur son peuple.

Chacun des huit chapitres de ce roman fut à l'origine publié sous la forme d'une nouvelle, chaque nouvelle narrant le surgissement d'un péril pour l'avenir de Kirinyaga : une fois c'est une petite fille qui apprend à lire et déroge ainsi à la traditionnelle condition d'illétrisme féminin, une autre fois c'est un chasseur issu d'une autre tribu qui s'installe sur Kirinyaga et tente de prendre le pouvoir, etc. Autant de situations dans lesquelles le fragile équilibre de l'« utopie kikuyu » est menacé, et auxquelles remédie le narrateur grâce à sa foi dans la possibilité de réaliser un monde kikuyu pur !

Roman passéiste et nostalgique des « vraies valeurs » ?

L'auteur de ce roman, passionné par l'Afrique, décrit ici les rites et les traditions kikuyus en faisant un réel effort d'objectivité, ce qui fait de ce livre un roman que l'on peut lire sans se sentir influencé par une quelconque prise de position de l'auteur. Malgré cela, l'essai de justifier en quelque sorte la volonté acharnée qu'éprouve le narrateur de restaurer cette manière de vivre ancestrale, en cherchant à inscrire la démarche de l'« utopie kikuyu » dans une logique de pensée qu'il résume de la façon suivante : « Il y a autant d'utopies qu'il y a de races. [...] De même, une utopie kikuyu ne peut pas être une utopie européenne. Plus on s'approche de l'une, plus on s'éloigne de l'autre. » (p. 291), logique qui enferme Kirinyaga dans un



Jean Granier

immobilisme affligeant. En effet, tout changement – aussi modeste et dérisoire soit-il – est d'emblée considéré comme nuisible, sans être soumis à un examen préalable pour savoir s'il pourrait être bénéfique ou pas. C'est donc l'exercice même du jugement qui se trouve interdite dans cette logique utopiste. Le mundumugu déclare à la page 337 : « On ne redéfinit pas une utopie par souci de commodité. Nous sommes venus nous installer ici pour être fidèles à notre foi et à nos traditions, pour éviter de devenir ce que tant de Kikuyus étaient devenus au Kenya. Je ne nous laisserai pas devenir des Européens noirs ! »

Mike Resnick n'exprime pas explicitement son opinion concernant cette volonté de revenir aux traditions du passé, et il semble assez difficile de juger de la morale de ce roman – si tant est qu'il y en ait une, car la littérature n'a pas vocation de délivrer des morales ! Toujours est-il que personnellement, j'ai été assez ému lors de certains passages, et qu'il me semble impossible de voir dans cet ouvrage une apologie du retour aux traditions et de leur maintien à tout prix. Bien que l'épilogue soit ambigu et autorise à supposer que l'auteur ne pense pas de même, ce roman de science-fiction me semble constituer – même si c'est en négatif – une émouvante défense de la liberté individuelle, détachée de toute notion de caste, de tribu, de peuple, ou autre collectivité arbitraire de la sorte. Une liberté qui aurait la capacité et surtout le droit – sinon le devoir moral – d'exercer son jugement à l'encontre de tout ce qui est établi et de le rejeter si la nécessité s'en fait sentir.

Fabrice
groupe Claaaasha

Mike Resnick, *Kirinyaga, une utopie africaine*, 388 p., Folio SF, 41 F.

Le Fil d'argent

C'EST parce que radio Barcelone cherchait trois jeunes de 18 ans nés le même jour (le 21 septembre 1917) en 1935, qu'ils se sont rencontrés. Ce sont des personnalités bien différentes : Pere, le prolo macho, est proche du BOC (qui deviendra le POUM) ; Gregori, l'étudiant, a reçu une éducation très religieuse ; Maria, orpheline, travaille depuis l'âge de onze ans. Ils deviennent amis. En quelque sorte, les trois meilleurs amis du monde. Tous trois écrivent leur journal, dans lequel ils évoquent la vie quotidienne, les rencontres, et en particulier la relation qu'ils entretiennent avec les deux autres.

Ce roman est donc en fait un journal à trois voix. Journal d'une amitié qui finalement tient à la fois de l'amitié, de l'amour et de la jalousie. La construction du roman qui

Pièces à conviction

ÊTRE un électron libre, un individu non encarté, présente divers avantages lorsqu'on écrit : la liberté de ton, bien sûr, mais aussi une relative attention d'éditeurs qui préféreront toujours la prose d'un individu libre à la possible langue de bois d'un militant d'une organisation politique, fût-elle libertaire. Par contre, être électron libre, c'est se voir souvent critiqué de tous côtés et, dans la solitude, ces attaques peuvent faire mal.

Claude Guillon est de ces électrons libres qui n'a pas la plume dans sa poche. S'il a écrit nombre de livres sur différents sujets (de la révolution française à la guerre au Kosovo, en passant par le suicide, l'économie de la misère, le TGV et j'en passe), il a connu la censure de l'État (pour *Suicide, mode d'emploi*) et une certaine acrimonie d'une partie du mouvement libertaire (même dans ces colonnes).

Il faut dire que Claude Guillon met souvent le doigt là où ça fait mal et, parce que résolument libre, il ose remettre en cause certaines dérives du mouvement libertaire (dernières en date *Économie de la misère*, sur l'idéologie du travail et sur l'engagement réformiste de certains pour le revenu minimum, et *Dommages de guerre* sur les positions pro-guerrières de certains libertaires).

Parfois, certains penseront qu'il est allé trop loin, mais n'est-ce pas l'apanage de la liberté ? Personnellement, je pense que Claude Guillon ne dédaigne pas une certaine hostilité : ça le motive ! Voilà qu'un nouvel opus sort : *Pièces à conviction*¹. Il s'agit d'un gros recueil regroupant trente ans d'articles, textes, tracts et écrits divers. Même si Claude Guillon se défend d'avoir fait un livre de mémoires, c'en est un tout de même puisque c'est à notre mémoire qu'il fait appel. Cela commence avec le mouvement lycéen en 1970, les luttes pour une libre sexualité, l'avortement, l'antimilitarisme, la vasectomie, l'action directe, l'antiracisme, l'antifascisme, etc. Ces luttes que nous avons traversées et vécues.

À chaque événement, Claude Guillon a apporté sa touche, sa vision personnelle. Il se trouve qu'elle est proche, très proche, de la nôtre. Ce sont les traces d'une écriture politique qui ont été rassemblées dans ce livre et, comme le dit l'auteur, « elles dessinent ce qu'a été pour quelques libertaires, la fin du siècle écoulé et ce qu'ils ont pu y dire et tenter d'y faire ».

Voilà qu'arrivent aux personnes de ma génération les premières ébauches d'un bilan, ça ne nous rajeunit pas, mais ça permet de nous poser des questions.

Jean-Pierre Levaray
groupe FA de Rouen

1. Claude Guillon, *Pièces à conviction, écrits libertaires de 1970 à 2000*, éditions Noésis, coll. Moisson rouge, 111,50 F.



Alain Brühl : *L'Impossible Amour*

nous fait vivre quasi parallèlement les regards des trois protagonistes, en rend la lecture prenante. Mais c'est aussi la sympathie portée par l'auteur à ses personnages, dont l'humanité dépasse les contradictions, qui nous mène rapidement à la fin du roman.

1936, nos trois jeunes Barcelonais ont dix-neuf ans et vont avoir à faire face à l'un des événements importants de l'histoire sociale du siècle dernier. Ils ne feront pas tous le même choix. Pere deviendra milicien ; Maria participera à la collectivisation de l'entreprise dans laquelle elle travaille ; Gregori suivra ses parents dans une fuite à la campagne organisée par un oncle dont il se rendra compte seulement bien plus tard qu'il est franquiste. Juste avant son départ pour le front, Pere et Maria se marient alors même que peu avant, Maria se disait « amour-libriste ».

Ce que l'on voit là n'est pas l'histoire de héros de la guerre d'Espagne. C'est celle de

trois êtres humains pris dans la vague d'un événement qui les dépasse et qui y réagissent avec leur cœur et avec leurs moyens. Ainsi, Pere est le seul qui ne semble pas rebuté par la violence ambiante dont certains profitent pour régler des comptes personnels. Par la fiction Luis-Anton Baulenas a donc tenté d'approcher la réalité des « vrais gens » pris dans une tourmente dont on sait bien qu'elle fut à la fois une utopie vécue et une pénible hécatombe. Il n'y a ni héros ni modèle dans ce roman, comme il n'y en a probablement pas dans la réalité.

Une histoire peut être belle sans être édifiante, elle peut être dramatique voire tragique sans être sinistre, *Le Fil d'argent* en est une preuve.

Le Furet

Lluís-Anton Baulenas, *Le Fil d'argent*, traduit du catalan par Cathy Yak, éd. Flammarion, 335 p., 131,20 F (20 €). En vente à la librairie du Monde libertaire.

Vie du mouvement

L'unité des anarchistes en débat

Le 22 mars 2001, quelques camarades lançaient un « Appel pour l'unité du mouvement libertaire ».

Depuis, plus de 400 personnes l'ont signé
(voir la liste complète sur la page web <http://users.skynet.be/AL/unite.html>)

LES 13 ET 14 OCTOBRE 2001, une centaine de signataires s'est retrouvée à Niort pour débattre des suites concrètes à donner à cette initiative. Ils y réaffirmèrent que l'unité n'était pas l'uniformité mais la diversité, que le sectarisme n'avait fait que trop de dégâts dans le mouvement anarchiste et qu'il était temps d'y agir ensemble dans le pluralisme.

Sans remettre en cause l'existence des organisations et de toutes autres structures, ils ont affirmé vouloir s'efforcer de favoriser, de soutenir des dynamiques collectives de lutte tant au niveau local, régional, national, qu'international. Leur objectif est de participer, dès maintenant, à la construction de morceaux d'utopies créatrices afin de proposer un autre futur fondé sur la solidarité, l'internationalisme, l'égalité sociale, pour en finir avec l'exploitation et la domination. Dans cette perspective, ils ont décidé d'organiser, en novembre 2002, les premières assises des états généraux du mouvement libertaire sur le thème du fédéralisme.

Hétérogénéité des signatures

La première constatation concernant la variété des personnes participantes est celle de l'âge, ensuite vient celle de la résidence. La seconde remarque concerne l'investissement militant et la longévité dans l'engagement politique libertaire, celui-ci est très diversifié.

Parmi les personnes présentes, les deux tiers environ, sont membres d'organisations anarchistes (FA, Réseau No pasaran, AL, OCL, CNT, collectifs autonomes, etc.). Il y avait peu de femmes aux rencontres de Niort, à peu près 10 % seulement. Nous sommes loin de l'égalité.

Pourquoi elles et ils ont signé l'Appel ?

Il s'agit la plupart du temps de démarches individuelles, mais il y a eu aussi des démarches collectives. On peut noter la présence d'ancien(ne)s militant(e)s qui se remobilisent à cette occasion. Il y a déjà beaucoup de pratiques unitaires locales, qui se font sans trop de problèmes. Parmi les raisons évoquées pour s'inscrire dans la démarche collective initiée par cet appel, il existe un souhait, pour certaines personnes, de redéfinir socialement et idéologiquement le mouvement libertaire.

Il s'agirait alors d'aller vers un dépassement de ce qui existe actuellement. Beaucoup de personnes se sont prononcées contre le cloisonnement et le sectarisme. Il a été constaté que beaucoup de personnes partent d'écues au bout de quelque temps à cause de cela. Il s'agit d'une « déperdition » de personnes militant(e)s, néfaste au développement du mouvement anarchiste. Le besoin d'avoir

des espaces de débats, des lieux de confrontations, de réflexion a été une attente répétée de nombreuses fois. Si la démarche pour l'unité libertaire pouvait commencer à répondre à ce manque chronique, ce serait bien. Pour d'autres il est important de parler de la crise du mouvement libertaire. Cette crise implique, à leur avis, de se poser la question de son renouveau. La nécessité de sortir des mythes (Espagne 36, Commune de Paris, etc.) a été soulignée. La fracture entre les ancien(ne)s et les jeunes semble poser une difficulté. Les jeunes refusent d'assumer les vieilles querelles. Enfin le besoin de coordination dans notre mouvement a été un souhait presque unanime.

Les attentes

Pour certains et certaines, il n'y a pas spécialement d'attente, car l'unité leur semble irréalisable. La prise en compte de la diversité du mouvement libertaire est une nécessité pour beaucoup de gens. Les divergences sont alors perçues comme une richesse et non un handicap. On peut déjà commencer à les assumer en faisant l'état des lieux de ces différences. Le refus de la pureté idéologique a été souligné. Ce refus ne signifie pas que nous allons accepter n'importe quoi, mais de noter que la volonté de pureté idéologique est un bon moyen pour se diviser et s'affaiblir. Pour un certain nombre de personnes, il est important de ne pas mettre en avant systématiquement l'étiquette politique.

Il s'agit plus de diffuser largement les idées anars et de les mettre en œuvre dans nos pratiques sociales et politiques. Le dynamisme propositionnel en terme d'actions et de pratiques collectives est un souhait presque unanime. Être contre ne suffit pas, il faut pouvoir amener un projet de société alternatif au capitalisme contemporain. La mutualisation de nos ressources humaines et matérielles (compétences, finances, etc.) est une attente très souvent exprimée. Cette mise en commun de nos capacités peut permettre une efficacité politique plus importante. La recherche d'un projet social et culturel libertaire est un souhait plusieurs fois évoqué. Ce projet se doit de veiller à sa crédibilité. Pouvoir répondre au désir de politique semble un axe important aujourd'hui. La dimension internationale, avec notamment le réseau Solidarité libertaire internationale, est une attente affirmée plusieurs fois.

Il faut rendre lisible et valoriser les expériences alternatives concrètes. Beaucoup de signataires souhaitent que soit mis en avant la convergence avant l'urgence. Le fait de pouvoir travailler de façon solidaire est une attente assez générale. L'unité entre libertaires est aussi souhaitée et désirée pour pouvoir s'ouvrir sur l'extérieur du mouvement libertaire stricto sensu. Cette attente est formulée au travers de l'idée de pouvoir peser politiquement et de pouvoir

un jour élargir notre influence, de pouvoir enfin sortir du fait minoritaire. Soyons créatifs ! Car comme le dit Gilles Deleuze : « Résister, c'est créer ! »

Des lignes de fracture

Il existe visiblement une différence d'appréciation sur le besoin ou non d'une repositionnement du mouvement libertaire. Le besoin de stratégies communes est un autre sujet de divergences.

Quels enjeux ? Quels projets ? Pouvons-nous mettre en œuvre des initiatives communes ? Il semble possible de mieux diffuser l'information, afin de développer la transversalité dans nos pratiques (peut-être un journal, une revue ou des revues ?). Un annuaire libertaire est un projet, qui paraît assez facile à réaliser. L'idée d'états

généraux thématiques est une notion fédératrice qui semble à notre portée. Pour cette initiative future les thèmes de l'éducation, des transports et de la santé sont mentionnés. Sur le plan des actions, plusieurs idées sont émises : le sommet de Bruxelles en décembre 2001, le salon Eurosatory, les élections l'année prochaine, le forum ou le contre sommet à Séville en 2002.

Babar

groupe Bakounine, FA Oléron

Les textes issus de la rencontre sont disponibles sur <http://users.skynet.be/AL/unite.html>

L'appel à signer est toujours ouvert : rejoignez-nous ! Contact : Roger Noël, les Colombiers, route de la Cotinière, 17310 Saint-Pierre-d'Oléron, libertaire@swing.be

Maurienne

Le gouvernement est pour la liberté de circulation... des camions



LE 6 OCTOBRE, un rassemblement dans la vallée de la Maurienne était organisé par différentes organisations et associations notamment Réagir (association locale) pour protester contre le transport de marchandises par la route. En effet, depuis la fermeture du tunnel du Mont-Blanc, la Maurienne est la principale voie de transport à travers les Alpes : un camion toutes les douze secondes ! La pollution qu'entraîne ce flux de camions rapproche cette vallée de montagne d'une grande agglomération urbaine. Dans la vallée d'Aspe et les Vosges, d'autres manifestations d'opposition à la politique actuelle des transports avaient lieu ce même jour.

La présence d'une association de la vallée de Chamonix montrait que refuser la réouverture du tunnel du Mont-Blanc et stopper les camions en Maurienne exigeait d'être solidaires et de ne pas renvoyer chez le voisin ce qu'on ne voulait pas ici. Ces mil-

liers de camions par jours passent également sous le nez des Chambériens, toute une région est asphyxiée.

La FA et d'autres compagnons libertaires de Chambéry, de Lyon, de Maurienne et de la Haute-Savoie se sont donc joints aux 1 000 manifestants en apportant un point de vue clairement anticapitaliste.

« La logique de profit pollue nos vies ! Ni route ni rail pour les intérêts du fric ! »

Cette journée devait montrer la détermination des manifestants et dans l'après-midi, une action de blocage de l'autoroute a pu se dérouler malgré les gardes mobiles qui n'hésitèrent pas à frapper plusieurs manifestants. Matraques et balles en caoutchouc face à une manifestation où l'on apercevait des enfants, une personne qui part à l'hôpital. Pas la peine de trouver des « casseurs » pour que l'État réprime...

groupe Acratie
Chambéry